

DISPONIBILITÉ ET PRIX DES LÉGUMINEUSES

La situation sera stabilisée dès septembre

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, s'est exprimé, depuis Boumerdes, sur la disponibilité du sucre sur le marché et les prix des légumes secs. Pour ces derniers, il a indiqué qu'ils se stabiliseront à partir de septembre prochain, vu que 55.000 tonnes de légumineuses sont stockées.

P 3



ALGERIAN QATARI STEEL (AQS)

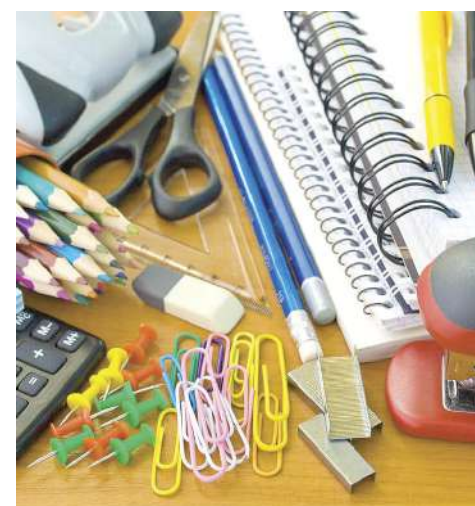
Exportation de 500 000 tonnes en sept mois

Le directeur général adjoint de la société sidérurgique Algerian Qatari Steel (AQS), Sofiane Chaib Setti, a révélé que l'entreprise a exporté un demi-million de tonnes de ses produits au cours des sept premiers mois de l'année 2023, a rapporté hier lundi la Radio nationale chaîne I.

P 2

FOURNITURES SCOLAIRES

Les importateurs appelés à s'orienter vers la production locale



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé les importateurs de fournitures scolaires à s'orienter vers la production locale, mettant en évidence les expériences réussies dans ce domaine.

P 3

FORUM BRICS OUTREACH PLUS

Laaziz Faïd représentera le président Tebboune

C'est aujourd'hui mardi que les travaux du 15e sommet des BRICS débiteront en Afrique du Sud. Plusieurs questions seront à l'ordre du jour, dont notamment l'élargissement du bloc. L'Algérie sera représentée au forum BRICS Outreach Plus par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique le ministère des Finances dans un communiqué.

P 5

PÉTROLE

**Le prix de Brent à plus
de 85 dollars**

P4

POUR SOUTENIR
UNE ÉCONOMIE À LA PEINE

**La Chine abaisse
à nouveau un taux directeur**

P7

TOURISME SAHARIEN

**Djanet attire
de plus en plus de
touristes étrangers**

P16

CRA
Signature d’une convention dans le domaine de la réinsertion sociale des détenus

Le Croissant Rouge algérien (CRA), a signé une convention avec la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion dans le but de promouvoir et renforcer la coordination en matière de réinsertion sociale des détenus, a indiqué dimanche un communiqué du CRA. Cette convention vise également, selon la même source, à "accompagner les détenus libérés ainsi que les catégories vulnérables parmi les personnes aux besoins spécifiques, les personnes âgées et les femmes". Dans le cadre de cette convention, "des détenus ont été embauchés pour couvrir 15000 tabliers au profit des familles nécessiteuses, une opération coïncidant avec la rentrée sociale 2023/2024", conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
8 morts et 257 blessés lors des dernières 24 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 257 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Bouira avec trois morts et un blessé, suite à une collision entre deux véhicules, survenue sur la RN 14, au niveau de la commune de Dira, précise la même source. Par ailleurs, trois cas de décès par noyade ont été enregistrés à Mostaganem. Il s'agit de deux enfants morts au niveau de la plage Ouriaa autorisé à la baignade, commune de Hassi Maameche, et d'un homme mort noyé à l'ouest de la plage Sablette, interdite à la baignade, au niveau de la même commune. Les éléments de la Protection civile ont également sauvé de noyade 470 personnes, durant la même période, selon le même bilan. D'autre part, les services de la Protection civile sont intervenus durant la même période pour l'extinction de 21 incendies du couvert végétal comprenant forêts, broussailles, arbres fruitiers, botte de foin, et palmeraies, à travers plusieurs wilayas du territoire national. La Protection civile est intervenue suite à l'effondrement partiel de 2 balcons d'une habitation en cours de travaux, au niveau de la commune de Bouzareah, causant la mort d'un homme âgé de 45 ans, et des blessures à un autre. Les éléments de la Protection civile ont enregistré, en outre, le décès de deux hommes âgés de 41 et 42 ans à Chlef suite à un glissement de terrain dans une fosse lors de travaux de construction d'un bâtiment, au niveau de la commune de Oued Goussine.

ALGERIAN QATARI STEEL (AQS)

Exportation de 500 000 tonnes en sept mois

Le directeur général adjoint de la société sidérurgique Algerian Qatari Steel (AQS), Sofiane Chaib Setti, a révélé que l'entreprise a exporté un demi-million de tonnes de ses produits au cours des sept premiers mois de l'année 2023, a rapporté hier lundi la Radio nationale chaîne 1.

Synthèse R.E.

Le même responsable a souligné que la société s'attend à exporter 700 000 tonnes d'ici la fin de l'année, soit le double des chiffres enregistrés l'année dernière, pour une valeur équivalente de 100 millions de dollars. Dans le même contexte, Sofiane Chaib Setti a affirmé que l'entreprise sidérurgique a obtenu un certificat de conformité de qualité pour du fer à béton, ce qui lui permettrait d'entrer sur les marchés de l'Europe de l'Est et d'élargir le champ de l'exportation. En effet, l'obtention de ce certificat par la société AQS auprès de l'entreprise Zetom, qualifie la société algéro-qatarie pour la commercialisation de fers à béton de différents diamètres en Pologne, ce pays constituant le premier marché de la société en

Europe de l'Est et la première étape importante en vue de l'entrée du produit de Bellara sur les marchés de cette région du monde. a-t-on ajouté. L'on a également souligné que le certificat délivré par Zetom est une "étape très importante" dans le renforcement de la position des produits d'AQS puisqu'il lui fait pénétrer de nouveaux les marchés mondiaux avec une capacité concurrentielle qui lui conférera un capital confiance de la part des partenaires de la société sur divers marchés, qu'ils soient régionaux ou internationaux. Cette étape cruciale «s'inscrit en droite ligne de la concrétisation du programme stratégique de l'Etat algérien visant à promouvoir les exportations dans divers secteurs en dehors des hydrocarbures, en particulier dans le secteur de la sidérurgie», a encore soutenu la même source.

Celle-ci a considéré, dans ce contexte, que le certificat de conformité en matière de qualité, pour la commercialisation des produits d'AQS en Pologne, représente "un acquis qui traduit l'excellence et la compétence technique de la société algéro-qatarie dans la production de fer à béton". C'est également la preuve de l'engagement de la société à fournir les meilleurs produits et les meilleurs services conformément aux normes internationales les plus sévères. Pour rappel, la société AQS de Bellara avait obtenu, en février dernier, le certificat de conformité des produits ferreux et fils de fer auprès de l'organisme britannique d'homologation des produits sidérurgiques dans le monde, ouvrant ainsi à la société de nouveaux marchés internationaux comme l'illustrent des exportations vers l'Angleterre, l'Australie, Singapour, l'Irlande et d'autres pays.

COOPÉRATION

Boughali visite le siège du Secrétariat général de l’UPCI

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a visité, dimanche à Téhéran (Iran), le siège du Secrétariat général de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI), en sa qualité de président en exercice de l'union, indique un communiqué de la Chambre basse du Parlement. M. Boughali a été reçu à son arrivée au siège de l'UPCI par le secrétaire général de l'union,

Mohamed Khouraihi Niass, qui lui a présenté un exposé sur les activités du secrétariat général dans le cadre du suivi des événements en cours dans la Oumma, faisant état d'"une série de propositions qui seront soumises au président en exercice de l'union à cet égard, notamment la demande de la qualité de membre observateur aux Nations Unies, les contacts avec les Parlements des pays où des autodafés du saint Coran ont été déplorés et l'examen des moyens de contribuer à

trouver une solution au Niger", précise le communiqué. A cette occasion, M. Boughali a souligné "la nécessité d'intensifier les efforts pour renforcer la présence de l'union, notamment face aux défis qui se posent à la nation musulmane", insistant sur "l'importance de l'action islamique commune au niveau parlementaire". Il a également mis l'accent sur la bonne préparation de la prochaine session, prévue en Côte d'Ivoire.

Le président de l'APN a entamé, dimanche, une visite officielle en République islamique d'Iran, à la tête d'une délégation composée des députés Riad Khellaf et Lies Gamgani, et ce, à l'invitation du président de l'Assemblée consultative iranienne, selon le communiqué de l'institution. M. Boughali a été reçu, à son arrivée à l'Aéroport international de Téhéran, par le premier vice-président de l'Assemblée consultative iranienne, Mojtaba Zonnour.

R.E.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement de nouvelles offres dédiées aux entreprises et aux professionnels

Algérie Télécom a lancé dimanche de nouvelles offres dédiées aux entreprises et aux professionnels pour répondre de manière "optimale" à leurs attentes, a indiqué l'entreprise publique de télécommunications dans un communiqué. "Les clients professionnels qui souhaitent bénéficier des offres +Moohtarif+ et +Idoom Pro+ pourront profiter pleinement d'avantages de connectivité parfaitement adaptés à leurs activités", a précisé Algérie Télécom. "Pour les clients Idoom ADSL et Fibre de l'offre +Pro+, ils bénéficieront désormais d'un débit à partir de 15 méga à seulement 8.000 DA. L'offre

20 méga passe de 22.000 DA à 10.000 DA, les 50 méga sont proposés à 12.000 DA, alors que les 100 méga sont à 15.000 DA au lieu de 65.000DA", a détaillé l'entreprise publique. "Pour l'offre +Moohtarif+, les clients bénéficieront d'un débit à partir de 15 méga à seulement 2.500DA, ainsi que de baisses tarifaires très attractives sur les autres débits. En outre, le débit va jusqu'à 300 méga avec un prix exceptionnel de 4.500DA. En plus, les clients pourront profiter d'appels illimités vers les réseaux d'Algérie Télécom", a précisé encore l'entreprise publique. Les souscripteurs (entreprises et professionnels) de 20 méga et plus pourront, en outre, bénéficier

de "plusieurs réductions sur les équipements DLink et Tenda, en plus de ses services +Shirudo+, qui est une formation en ligne sur la cybersécurité, et +Fatoura+, qui est un service de facturation dédié aux entreprises". Ces nouvelles offres sont destinées à "répondre de manière optimale aux attentes des clients professionnels et de les accompagner dans l'accomplissement de leur succès et leur transformation digitale", a souligné Algérie Télécom. Pour plus d'informations, Algérie Télécom a invité ses clients à visiter son site web: www.algerietelecom.dz.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur email: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28 Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

DISPONIBILITÉ ET PRIX DES LÉGUMINEUSES

La situation sera stabilisée dès septembre

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, s’est exprimé, depuis Boumerdes, sur la disponibilité du sucre sur le marché et les prix des légumes secs. Pour ces derniers, il a indiqué qu’ils se stabiliseront à partir de septembre prochain, vu que 55.000 tonnes de légumineuses sont stockées.

Par Reda Hadi

Concernant le sucre, le ministre a assuré que ce produit était « largement disponible à travers tous les marchés », liant la hausse de la demande de ce produit dans les wilayas côtières à la saison estivale. Quant aux légumineuses, le ministre a précisé que « La production nationale de légumineuses représente 40% des besoins du marché, mais elle n’était pas exploitée » précisant que les pouvoirs publics avaient donné des instructions pour que la production de l’Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) puisse arriver directement dans les commerces et couvrir ainsi le marché. « Certains anciens importateurs de légumineuses veulent créer un problème pour reprendre l’importation et tuer la production nationale », a-t-il déploré, assurant que le ministère du Commerce « veille au grain ».

Saisie de 80 tonnes de lentilles et de haricots

Concernant l’activité de contrôle, il a fait état de la saisie d’environ 80 tonnes de lentilles et de haricots pour une valeur de trois (3) milliards de dinars, rappelant que d’importantes opérations de contrôle étaient effectuées. Des opérateurs et des commerçants participent, de leur côté, à la lutte contre la spéculation en signalant les spéculateurs, a relevé le ministre. Et de préciser que des cas « isolés » de spéculation avaient été enregistrés, assurant que ce phénomène sera éradiqué afin que le produit puisse par-



venir au consommateur à moindre frais et avec une meilleure qualité. S’agissant du sucre, le ministre a souligné que les capacités de production de sucre en Algérie, à travers les unités de production et de transformation, sont estimées à 10.000 tonnes/jour et à 3,2 millions de tonnes/an, tandis que la consommation s’élève à 2.139 tonnes/jour et à environ 2,1 millions de tonnes/an.

Reprise prochaine de l’exportation du sucre

Dans ce contexte, les opérateurs économiques du secteur souhaitent doubler la production et pouvoir exporter, a-t-il dit, annonçant « une

reprise prochaine de l’exportation du sucre vers les marchés mondiaux après la maîtrise de la chaîne de valeurs ». Il a assuré que le stock de sucre au niveau national était suffisant pour couvrir six (6) mois de consommation locale, appelant les opérateurs à augmenter les capacités de stockage de cette denrée. A cet égard, il a souligné la nécessité pour les producteurs d’augmenter le taux de production du sucre destiné à la consommation familiale, par rapport à celui destiné aux usages industriels, qui représente 50% de la production, en veillant à afficher le prix de ce produit subventionné sur l’emballage pour protéger les consommateurs.

FOURNITURES SCOLAIRES

Les importateurs appelés à s’orienter vers la production locale

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé les importateurs de fournitures scolaires à s’orienter vers la production locale, mettant en évidence les expériences réussies dans ce domaine, rapporte l’Agence APS. Donnant le coup d’envoi d’une exposition de fournitures scolaires à la Promenade des Sablettes (Alger), M. Zitouni a affirmé que pour atteindre cet objectif, le ministère du Commerce avait mis en place une « feuille de route » prévoyant le durcissement, dès l’année prochaine, des conditions d’octroi des autorisations d’importation de fournitures scolaires pour ouvrir la voie à l’investissement local et aux partenariats internationaux. « Nous comptons convertir les 155 millions de dollars destinés à l’importation de fournitures scolaires en investissements afin de créer une plus-value en Algérie », a-t-il déclaré, rappelant que l’Algérie produisait environ un (1) milliard de stylos par an, ce qui est suffisant, selon lui, « pour répondre aux besoins du marché national et exporter ». Le ministre a souligné la nécessité pour les importateurs et les producteurs de fournitures scolaires de contribuer à la réussite de la rentrée scolaire 2023/2024, en réduisant les prix, les invitant à rapprocher leurs prix les uns des autres. Les prix du papier au niveau international ont diminué de 50% et ceux du transport maritime ont considérablement baissé, ce qui devrait entraîner une baisse des prix des fournitures scolaires sur le marché local, a-t-il fait valoir. Et de rappeler que son département ministériel avait débuté très tôt cette année les préparatifs de la rentrée scolaire, en coordination avec le ministère de l’Education nationale, les autorisations d’importation ayant été accordées en mars dernier.

Organisation de 83 expositions à travers toutes les wilayas du pays

Par ailleurs, et parallèlement au lancement de cette exposition, il a révélé l’organisation de 83 expositions de fournitures scolaires à travers toutes les wilayas du pays et de trois (3) expositions régionales à Alger, Constantine et Oran pour assurer la disponibilité des produits. Le ministre avait rencontré, début août, des producteurs et importateurs de fournitures scolaires pour assurer la disponibilité de ces produits en prévision de la rentrée scolaire.

R E.

INAUGURATION DU VOL DIRECT ALGER-JOHANNESBURG

Un renforcement à la coopération stratégique entre les deux pays

Le lancement de la ligne aérienne directe entre l’Algérie et l’Afrique du Sud renforcera davantage les relations stratégiques et économiques entre les deux pays, a affirmé lundi à Johannesburg le ministre des Finances, Laaziz Faïd. S’exprimant lors de la cérémonie de signature de l’accord officiel de lancement de la ligne aérienne directe Alger-Johannesburg, M. Faïd a indiqué que cette ligne "n’est pas seulement un moyen de transport entre deux pays, mais un symbole fort à même d’élargir les champs d’entente entre deux pays frères". Rappelant la profondeur des relations historiques établies entre l’Algérie et l’Afrique du Sud, le ministre a estimé que cette ligne "se veut un prolongement des bonnes relations de fraternité les deux pays", et revêt une dimension stratégique en ce qu’elle reliera le nord de l’Afrique à son extrême sud. Plus abondant, il a expliqué que son département ministériel fournirait toutes les facilitations à Air Algérie

afin de consolider sa flotte, lui permettant ainsi d’ouvrir de nouvelles lignes, dans le cadre de la politique du président de la République, visant un meilleur positionnement de l’Algérie en Afrique. Le Directeur général (DG) des Transports en Afrique du Sud a indiqué, lui, que cette ligne connaîtrait une grande dynamique, l’Algérie pouvant être un point d’arrivée ou de transit vers l’Europe, l’Amérique latine et l’Asie, soulignant que cet itinéraire serait plus confortable pour les voyageurs qui passeraient, dorénavant, un temps plus court dans leurs déplacements. L’Algérie a toujours été la bienvenue en Afrique du Sud, eu égard aux relations étroites que les deux pays entretiennent depuis les années soixante du siècle dernier, a-t-il dit. De son côté, le DG d’Air Algérie, Yacine Benslimane a indiqué que la compagnie aérienne ambitionne de s’ériger en plaque tournante pour les lignes de transport aérien à travers le monde, assurant que cette dé-

marche passera inéluctablement par l’ouverture de lignes reliant l’Algérie au reste du monde. A noter que la cérémonie de signature de l’accord a été rehaussée par la présence de Zwelivelile Mandela, petit-fils du dirigeant sud-africain, Nelson Mandela, lequel a affirmé que les positions de l’Algérie, par le passé et à l’heure actuelle, envers les peuples africains, traduites par son soutien au droit des peuples à l’autodétermination ou encore sa position vis-à-vis de la question sahraouie, font de ce pays une locomotive idoine pour l’Afrique de manière à reprendre la place qui lui sied, en tant que continent solide de par ses enfants et de par ses richesses. Par ailleurs, le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a affirmé, dans une déclaration, que cette nouvelle ligne aérienne contribuera au renforcement des relations de coopération entre l’Algérie et l’Afrique du Sud, notamment dans le domaine économique, indiquant qu’elle constituera

« un jalon supplémentaire important dans le processus de développement du plan de transport aérien d’Air Algérie ». La nouvelle ligne favorisera, a-t-il dit, « l’ouverture de l’Algérie sur les pays africains, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la cérémonie de remise de la Médaille d’honneur de l’exportation, le 11 juillet dernier ». M. Cherfa a saisi cette occasion pour rappeler les destinations africaines ouvertes récemment vers, entre autres, Dakar, Abidjan, Ouagadougou, Nouakchott et Bamako, faisant de l’Aéroport international d’Alger « un Hub aéroportuaire et une plateforme de transit vers l’Afrique et le reste du monde ». Quant à l’ouverture de la ligne Alger-Caracas, selon l’accord aérien conclu entre l’Algérie et le Venezuela, la ligne connaît les dernières retouches avant son lancement.

R E.

EXPORTATIONS
ESPAGNOLES
VERS L'ALGÉRIE

En baisse de 89,5%

Les exportations espagnoles vers l'Algérie continuent toujours leur chute en raison du changement de position de Sánchez sur le Sahara occidental. Une baisse de 89,5% des exportations espagnoles vers l'Algérie en un an. C'est le chiffre qui montre les conséquences de la politique étrangère de Pedro Sánchez, notamment le changement de position sur le Sahara occidental.

Le rapprochement inattendu de Sánchez avec le Maroc en mars 2022 a conduit à une crise diplomatique avec l'Algérie qui, près d'un an et demi plus tard, n'a pas été résolue.

Comme l'explique assez bien la presse espagnole, « l'Algérie avait été un allié commercial et économique important pour l'Espagne, mais a répondu à la décision politique de Sánchez par la suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération ».

Le dernier rapport mensuel sur le commerce extérieur du ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, indique que les exportations vers l'Afrique, qui représentaient 5,1% du total au premier semestre, ont diminué de 7,6% par rapport à la même période en 2022 du fait de la baisse des ventes en Algérie.

Entre janvier et juin 2023, des produits d'une valeur de 95,4 millions d'euros ont été exportés vers l'Algérie, un chiffre dérisoire contre 911,7 millions en 2022 ou 955,1 millions en 2021.

« Et ce n'est pas la petite hausse des exportations vers le Maroc – 5,4% par rapport à l'année précédente – qui va combler le déficit », pense le journal catalan El Nacional.cat

Les employeurs concernés présenteront un recours en propriété contre l'État

La baisse des exportations s'éternise depuis un an, sans que le gouvernement espagnol puisse améliorer la situation. Le ministre des affaires étrangères José Manuel Albares s'est rendu à Bruxelles plus tôt cette année pour demander à la commission européenne d'intercéder ; cependant, jusqu'à présent, l'UE continue de défendre la voie du dialogue pour résoudre le conflit. En juin, le gouvernement espagnol a annoncé qu'il allouerait une aide pouvant aller jusqu'à 200 000 euros aux entrepreneurs touchés, mais les commerçants ont formé l'association des entreprises touchées par la crise algérienne (AECA). Julio Lebrero, gérant de la société Aechomhel, gravement touchée par la crise Madrid-Alger, en est le président. L'AECA, composée d'une quinzaine de PME, a pour but de présenter un recours patrimonial contre l'État pour exiger réparation des conséquences de la décision politique.

PÉTROLE

Le prix de Brent à plus de 85 dollars

Les cours du pétrole ont augmenté lors des échanges matinaux de ce lundi sur fond d'inquiétudes concernant les approvisionnements mondiaux restreints après une baisse de la production pétrolière de l'Arabie saoudite et de la Russie, deux pays membres majeurs de l'OPEP +.

Par Agence

Le baril de Brent de référence internationale s'est échangé à 85,45 dollars le baril à 10 h 28, heure locale (07 h 28 GMT), avec une hausse de 0,77 % par rapport au cours de clôture des échanges du vendredi qui ont fixé le cours à 84,80 dollars le baril.

Le baril américain de référence West Texas Intermediate (WTI) s'est, pour sa part, échangé à 81,31 dollars le baril, avec une hausse de 0,81 % par rapport au cours de clôture qui était de 80,66 dollars le baril.

Les deux barils de référence ont encaissé des pertes importantes la semaine dernière, à cause des craintes d'un ralentissement de la croissance économique en Chine et d'une énième hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

Cependant, les inquiétudes concernant les approvisionnements mondiaux ont de nouveau soutenu les hausses de cours du brut ce lundi.

Les exportations de brut de l'OPEP + devraient baisser pour un deuxième mois consécutif durant ce mois d'août après les réductions de



la production pétrolière, décidées par la Russie et de l'Arabie saoudite.

Plus tôt en ce mois d'août, l'Arabie saoudite a annoncé sa décision de prolonger ses réductions existantes de production pétrolière de 1 million de barils par jour (bpj) jusqu'en septembre. Le pays avait initialement réduit sa production pour le mois de juillet, avant de reconduire sa politique de production pour

le mois d'août.

Dans un même contexte, la Russie a aussi annoncé sa décision de continuer à réduire volontairement ses exportations de pétrole, déclarant une réduction de ses exportations de 500 000 bpj en août et de 300 000 bpj en septembre. Dans une autre perspective, le nombre de plates-formes pétrolières aux États-Unis a diminué de cinq la semaine dernière, selon les dernières

données, rendues publiques vendredi dernier, par la compagnie de services pétroliers Baker Hughes. Le nombre de plates-formes pétrolières, indicateur de la production à court terme dans le pays, est tombé à 520 plates-formes dans la semaine du 18 août. Au total, le nombre de plates-formes pétrolières américaines a diminué de 81 par rapport à 2022.

CLASSEMENT DE L'INNOVATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Les pays nordiques restent les plus innovants d'Europe

Si les pays nordiques dominent toujours, la Suède n'est plus numéro une du classement de l'innovation de la Commission européenne. La France voit, elle, sa performance régresser en 2023. Pas de tremblement de terre mais des évolutions notables. Dans le tableau de bord annuel de l'innovation compilé chaque année par la Commission européenne sur la base de 32 indicateurs, le Danemark ravit la première place à la Suède cette année. Cette dernière reste toutefois une solide deuxième du classement devant la Finlande, les Pays-Bas et la Belgique. Ces cinq pays du nord du continent forment, dans la terminologie de Bruxelles, le groupe des « leaders de l'innovation », avec une performance globale supérieure à 125 % de la moyenne européenne. Arrivent ensuite les pays germaniques (Autriche, Allemagne, Luxembourg), les petites économies dynamiques d'Irlande et

de Chypre, puis la France. Celle-ci est toutefois la dernière de ce groupe des « forts innovateurs », à peine au-dessus de la moyenne de l'UE. Surtout, le rapport de la Commission souligne que la performance française de 2023 est inférieure à celle de 2022. La Suède, l'Allemagne, l'Estonie, l'Italie sont également dans cette situation, mais, plus inquiétant pour la France : elle fait partie des deux seuls pays de l'UE, avec le Luxembourg, qui ont vu leur performance régresser de 2016 à 2023.

Progression hongroise

Le groupe suivant, baptisé « innovateurs moyens », comprend des États membres de l'Europe du Sud comme la troisième économie de l'UE, l'Italie (en dessous de la moyenne de l'Union), la quatrième, l'Espagne, le Portugal, la Grèce. Il inclut aussi des pays d'Europe centrale entrés dans l'UE en

2004 comme l'Estonie (au-dessus de la moyenne), la Slovaquie, la République tchèque, Malte et la Lituanie. Cette année, la Hongrie, malgré une situation économique difficile, est parvenue à se glisser dans cette catégorie, notamment grâce à une augmentation du nombre de doctorants étrangers et de la pénétration du haut débit. Dans le dernier groupe, pudiquement appelé « Innovateurs émergents » figurent la Croatie, le dernier État membre à avoir rejoint l'UE en 2013, la Slovaquie, la Pologne, la Lettonie, la Bulgarie et la Roumanie. Ces deux derniers pays ferment un certain nombre de classements. De manière préoccupante, la Roumanie, la Bulgarie, la Lettonie, la Slovaquie et l'Irlande n'ont que marginalement amélioré leur score entre 2016 et 2023.

Avance coréenne

Autre sujet d'inquiétude : dans la compétition mondiale qui

s'est intensifiée ces dernières années, l'Europe accuse un sérieux retard face à de nombreux pays développés. Si on attribue le score de 100 à l'UE, alors la Corée du Sud ressort à 126, le Canada à 121, les États-Unis à 113 et l'Australie à 108. Maigre consolation : le Japon, à 98, et la Chine, à 95, font légèrement moins bien. Selon Bruxelles, l'Europe a progressé moins vite, entre 2016 et 2023, que la Corée du Sud, la Chine, les États-Unis, le Canada, ou même que le Brésil. Sur cette période de sept ans, c'est la Chine qui affiche la plus forte progression - de loin. Enfin, le classement de cette année offre une leçon de modestie à l'UE : le plus novateur de tous les pays de notre continent, au-dessus même du Danemark, est un des rares à ne pas appartenir à l'Union : la Suisse !

Source : les Echos

FORUM BRICS OUTREACH PLUS

Laaziz Faïd représentera le président Tebboune

C'est aujourd'hui mardi que les travaux du 15e sommet des BRICS débiteront en Afrique du Sud. Plusieurs questions seront à l'ordre du jour, dont notamment l'élargissement du bloc. L'Algérie sera représentée au forum BRICS Outreach Plus par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique le ministère des Finances dans un communiqué.

Par Sirine R/Agence

Le ministre s'est rendu avant-hier dimanche à Johannesburg pour participer au forum "BRICS Outreach Plus", dont les travaux sont prévus jeudi prochain, précise la même source.

Cet événement s'inscrit dans le cadre de la 15ème session du Sommet des BRICS qui se tient du mardi 22 août au jeudi 24 août, sous le thème : «Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif».

Le forum réunira en plus des dirigeants des cinq pays du groupe des BRICS, des chefs d'Etat et de gouvernement de 67 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes, ainsi que des responsables d'organisations internationales et régionales.

«La participation de l'Algérie à ce forum traduit tout l'intérêt accordé par les autorités du pays à contribuer à la réflexion autour des questions liées à la reprise face aux crises multidimensionnelles, au renforcement d'un multilatéralisme juste et à la réforme de la gouvernance mondiale», souligne le ministère.

Cet événement constituera une occasion pour les participants d'échanger au plus haut niveau sur des thématiques d'actualité, notamment les voies et moyens de renforcer la coopération des pays en développement pour assurer une reprise économique mondiale inclusive et un développement durable. «Ces thématiques qui seront débattues en présence d'éminentes personnalités et de chefs d'Etat, témoignent de l'im-



portance d'une action solidaire pour un système économique mondial plus réactif et plus juste, permettant de lutter contre les inégalités, d'accélérer la transition climatique et de renforcer les chances d'atteindre les objectifs du développement durable», indique le ministère. Dans une déclaration à la radio nationale, le ministre des Finances a assuré que la participation de l'Algérie à ce sommet reflète son attachement au renforcement du multilatéralisme juste et équitable pour réformer la bonne gouvernance mondiale.

M. Faïd rencontrera, en marge de cet événement, des responsables de certains pays membres et non membres des BRICS, avec lesquels il échangera sur l'état et les perspectives de coopération avec l'Algérie, ajoute la même source.

L'Algérie a déclaré en juillet qu'elle avait demandé à devenir membre des BRICS et à devenir actionnaire de la nouvelle banque de développement, dite banque des BRICS. La nation nord-africaine est riche en ressources pétrolières et gazières et cherche à diversifier son économie et à renforcer

son partenariat avec la Chine et d'autres pays.

De l'avis de beaucoup d'observateurs, le dossier algérien est sur la bonne voie.

Au moins trois pays membre des BRICS, à savoir la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud ont affiché leur soutien direct pour la candidature de l'Algérie. Lors de ses dernières visites d'Etats, notamment en Russie et Chine, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a défendu le dossier algérien, tout en présentant les ambitions de notre pays pour une telle adhésion.

«Nous avons demandé officiellement à rejoindre le groupe des BRICS et sa nouvelle banque de développement en tant qu'actionnaire, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars», avait déclaré Tebboune, dans une entrevue accordée à la télévision centrale de Chine «CCTV», en juillet dernier. Assurant que l'adhésion de l'Algérie aux BRICS «ouvrira de nouvelles perspectives économiques», le Président Tebboune a rappelé que «l'Algérie œuvre, depuis des années, aux côtés de la Chine, pour un monde meilleur et plus juste, où des aides sont accordées aux pays pauvres».

«Nous œuvrons également pour un monde multipolaire et nous réclamons, avec la Chine, la révision de plusieurs aspects relatifs aux institutions onusiennes, pour ne citer que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), qui ne servent plus les pays pauvres et émergents», a souligné le Président de la République, soutenant que «le groupe des BRICS nous est plus favorable».

EXTENSION DES BRICS

«Le changement de l'équilibre des pouvoirs mondiaux ne sera que plus prononcé»

Le 15e sommet des BRICS, qui doit se tenir en Afrique du Sud du 22 au 24 août, se penchera notamment sur un éventuel élargissement du bloc. Le chercheur sud-africain Mikatekiso Kubayi a expliqué à Sputnik pourquoi l'intérêt mondial pour ce groupe est en hausse, alors que ses États membres promeuvent un monde multipolaire "plus équitable". Les BRICS, qui réunissent les cinq principales économies en développement du monde (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), promeuvent un ordre mondial plus juste, ce qui explique l'attention toujours crois-

sante envers eux, a déclaré à Sputnik Afrique Mikatekiso Kubayi, chercheur sud-africain à l'Institut pour le dialogue mondial.

Le groupe "promeut la collaboration, la coopération et la paix", ainsi que l'équité dans la gouvernance mondiale, la démocratisation, a-t-il déclaré, partageant ses attentes concernant le prochain sommet des BRICS à Johannesburg. Selon le chercheur, l'éventuel élargissement du club reste une question ouverte, mais plutôt intrigante. Cette question devra être débattue lors du sommet qui s'ouvre cette semaine.

En cas d'élargissement, le

bloc est susceptible d'accroître son poids déjà "assez important" en termes de parts de marché et de population, d'après lui. De plus, un nombre plus important et plus diversifié de membres permettra probablement d'avoir une "influence potentielle" sur diverses questions politiques, a expliqué M. Kubayi. "Par exemple, imaginez que vous avez l'Arabie saoudite et l'Iran, vous avez l'Argentine, vous avez l'Indonésie, vous avez l'Algérie, l'Égypte, [les pays] d'Afrique, entre autres. Vous avez déjà un groupe assez formidable d'influence potentielle pour un agenda particulier ou un autre. C'est donc une très

grande chose, c'est particulièrement important."

La diversité des membres potentiels contribuera à un dialogue plus égalitaire entre eux, ce qui rend également le groupe attrayant, a-t-il souligné.

Au total, 23 pays ont soumis leur candidature pour rejoindre l'organisation, a révélé en août le ministre sud-africain des Affaires étrangères Naledi Pandor. Des pays africains tels que l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Sénégal et le Nigéria ont postulé. L'Iran, la Turquie, l'Indonésie font également partie des candidats.

Agence

SOMMET DES BRICS

La fin du roi dollar ?

L'idée de s'affranchir du billet vert et de l'hégémonie occidentale séduit le Sud global, bien au-delà du groupe des Brics. Mais est-ce vraiment réalisable ? Les réponses de la presse internationale.

Au commencement étaient les Bric, quatre pays à forte croissance économique, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, groupés dans cet acronyme apparu en 2001 sous la plume d'un économiste de Goldman Sachs. En 2011, le groupe s'étouffe avec l'arrivée d'un nouveau membre, l'Afrique du Sud. Et ce "club des cinq" pèse lourd : plus de 42 % de la population mondiale, 23 % du produit intérieur brut mondial et 18 % du commerce international. Un commerce international dans lequel les transactions restent majoritairement libellées en dollars. C'est notamment ce point qui sera discuté au sommet des Brics, à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 22 au 24 août : est-il possible de s'affranchir du dollar, en créant, par exemple, une monnaie commune ? Une question éminemment politique, posée dès juin par le président brésilien Lula. En effet, le billet vert, hégémonique, est une arme économique puissante. Les sanctions qui s'exercent sur la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine en sont la démonstration. De fait, la Russie – dont le président, Vladimir Poutine, sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale, sera absent du sommet – semble être le membre des Brics le plus favorable à cette idée. Mais est-ce un projet réaliste ? se demande le journaliste sud-africain Peter Fabricius dans l'article du Daily Maverick qui ouvre ce dossier. Certes, le dollar est déjà en recul dans les transactions internationales... notamment dans les pays du Golfe. Le royaume saoudien aimait d'ailleurs en début d'année être prêt à libeller certaines transactions dans d'autres monnaies que le dollar. Mais quelles monnaies ? Une réponse se dessine si l'on examine les chiffres de ces derniers mois. Entre février 2022, juste avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et février 2023, la part du dollar est passée de 86,8 % à 84,3 % des transactions mondiales, tandis que celle du yuan augmentait de 2 % à 4,5 %.

Et c'est bien là tout le problème. Pour Iraj Abedian, directeur général de Pan-African Investment and Research Services, un cabinet de conseil et de recherche économique de premier plan établi en Afrique du Sud, "l'idée d'une monnaie spécifique aux Brics est une démarche essentiellement politique de la part de la Chine pour asseoir sa position dans le monde, en partant du principe que cette monnaie serait en grande partie fondée sur le yuan chinois", rapporte le Daily Maverick. La solution ? Une monnaie numérique unique, propose dans le quotidien russe Moskovski Komsomolets l'analyste Natalia Miltchakova. Cela éviterait selon elle l'hégémonie financière d'un autre pays. À terme même, si chaque pays des Brics émettait sa monnaie nationale numérique, "une devise commune ne serait peut-être plus indispensable". Pour la Russie, cela réduirait les risques liés aux sanctions, augmenterait le prestige du rouble numérique et attirerait encore plus de pays au sein des Brics, soit "autant de nouveaux partenaires et de marchés pour Moscou".

L'élargissement du groupe des Brics à de nouveaux pays est précisément le second volet du sommet à venir : 67 pays du Sud global ont été invités par Pretoria pour assister à l'ouverture et à certains événements du sommet. Et une vingtaine se sont déjà portés candidats pour rejoindre le groupe. Le problème, relève le Financial Times, réside dans les équilibres au sein des Brics. «La Chine est le seul des cinq États à avoir passé un cap, sur le plan tant économique que diplomatique. C'est d'ailleurs Pékin qui souhaite ardemment élargir le club. Mais si les États qui entrent sont redevables à la Chine [...], alors les Brics ressembleront moins à un groupe de pression en faveur des pays du Sud qu'au fan-club d'une puissance hégémonique en devenir." Et si le désalignement passe par une dédollarisation de l'économie, alors il faut s'attendre à ce que la transformation soit longue... Et "ça ne sera pas un processus pacifique", prévient l'ancien Premier ministre de Taïwan, Chen Chong, dans le journal taïwanais Yuanjian. Un processus dont les prémices s'écritont peut-être lors du sommet de Johannesburg. Bonne lecture.

Source : Courrier international

CONSTANTINE

860 millions DA pour l'entretien des routes

Le secteur des travaux publics de Constantine a bénéficié récemment d'une enveloppe financière de l'ordre de 860 millions de dinars destinée à l'entretien et la mise à niveau des routes, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

La dotation sera consacrée à la réalisation de plusieurs opérations d'aménagement et d'entretien d'axes routiers dans les communes de Constantine et El Khroub ainsi qu'à la circonscription administrative Ali-Mendjeli, a fait savoir la même source. Il s'agit, entre autres, a ajouté la même source de l'aménagement de la route reliant le boulevard de l'ALN au centre-ville de Constantine, à la passerelle Medjez El Ghenam au Bardo, la mise à niveau du boulevard de la Soummam et l'aménagement de la route reliant le boulevard de la Roumanie à la passerelle Mellah-Slimane. Il sera procédé également dans ce cadre à l'aménagement des accès au boulevard principal de la commune d'El Khroub et l'entretien de plusieurs axes routiers dans cette même collectivité locale et à la circonscription administrative Ali-Mendjeli, a souligné la même source qui a mis l'accent sur l'importance de ces opérations dans la modernisation du maillage routier dans ces grandes agglomérations de la wilaya.

RENTÉE SCOLAIRE

19 nouvelles structures à Mostaganem

Le secteur de l'éducation de Mostaganem s'est doté de 19 nouvelles structures dans les différents cycles d'enseignement, en prévision de la rentrée scolaire prochaine, ont indiqué hier les services de la wilaya.

La cellule d'information et de communication de la wilaya a précisé que le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia a présidé, dernièrement, une réunion consacrée à faire le point de la situation des infrastructures devant être réceptionnées et mises en service au titre de la rentrée scolaire prévue au mois de septembre prochain.

Le cycle primaire sera renforcé par onze nouvelles structures dont cinq écoles primaires dans les communes de Kheireddine, Hassiane, Ouled Maallah et les localités de Wassia et de Maaoudia, en plus de six cantines scolaires dans les communes de Kheireddine, Sayada, Fornaka, Ouled Boughanem et Hassi Mamèche, selon la même source.

Le cycle moyen a bénéficié, quant à lui, de six structures, à savoir quatre demi-pensionnats au niveau des CEM de Mesra, Achaacha, Souflia et Khadra, ainsi que deux unités de dépistage et de soins (UDS) au niveau des CEM des communes d'Aïn Nouissy et de Bouguirat. En ce qui concerne, le cycle secondaire, il est attendu la réception de deux lycées au niveau de la zone d'extension urbaine de Hachem relevant des communes de Sayada et à Sidi Ali, a-t-on précisé.

KHENCHELA

La construction du barrage d'Oued Lazreg bientôt lancée

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, avait annoncé, mercredi dernier à Khenchela, le lancement imminent des travaux de construction du barrage d'Oued Lazreg, dans la commune de Bouhmama.



Le ministre, qui s'enquerrait, dans cette commune, de l'avancement du projet de réalisation, pour un coût de 50 millions de dinars, d'un marché de gros dédié à la filière pomicole, a rassuré les agriculteurs ayant investi dans l'arboriculture fruitière, en particulier la culture des pommes, quant au démarrage imminent de la construction de cet ouvrage hydraulique dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette wilaya. Les travaux de réalisation du barrage seront lancés aussitôt après les résultats de l'appel

d'offres et la finalisation des procédures administratives inhérentes à ce type de projets structurants, a ajouté le ministre au second jour de sa visite de travail, chargé par le président de la République. M. Merad, après s'être enquis des préoccupations des arboriculteurs auprès du président de la filière pomicole au conseil local interprofessionnel de l'arboriculture fruitière, Yacine Nasri, a souligné que le futur barrage d'Oued Lazreg éliminera le problème du manque d'eau et promouvra la production de pommes dans la wilaya de Khenchela. Dans la commune de Remila, le ministre s'est montré admiratif devant les performances

d'une exploitation agricole spécialisée dans l'arboriculture fruitière. Il a appelé, in situ, à l'extension de cette exploitation qu'il a qualifiée de "réussie", avant d'apprécier les bons résultats obtenus par le projet aquacole initié par "Cosider Agrico". M. Merad a également inspecté le projet de dédoublement de la route reliant sur 18 km la wilaya de Khenchela aux limites administratives de la wilaya de Batna, où il a souligné que ce projet contribuera à mieux désenclaver la wilaya de Khenchela. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire avait entamé, mardi après-

midi, une visite de travail dans la wilaya de Khenchela au cours de laquelle il avait notamment écouté un exposé détaillé sur l'état d'avancement des projets inscrits au titre du programme complémentaire de développement décidé par le chef de l'Etat. M. Merad avait également rencontré, dans la soirée de mardi à u siège de la wilaya, des notables et des acteurs de la société civile, avant d'inspecter, le lendemain (mercredi) de nombreux projets de développement relevant de ce programme complémentaire doté d'un financement global de 95,2 milliards de dinars.

MOSTAGANEM

Production de plus de 3,3 millions qx de pomme de terre saisonnière

Une production de plus de 3,3 millions de quintaux de pomme de terre saisonnière a été réalisée au niveau de la wilaya de Mostaganem, au titre de l'année agricole 2022-2023, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le service de l'organisation de la production et d'appui technique de la DSA a indiqué que la production de pomme de terre saisonnière dans la wilaya de Mostaganem a connu, au cours de l'année, une stabilité autour de 3,361 millions qx par rapport à l'année écoulée. Les agriculteurs ont réalisé, lors de la récolte qui a démarré fin mars et achevée fin de juin dernier, l'ayant touché



plus de 10.500 ha, un rendement considérable tournant autour de 320 qx à l'hectare, selon la même source. En ce qui concerne les semences de la pomme de terre, le bilan fait état d'une production cette année s'élevant à 82.070 qx sur une superficie de 275

hectares. Ces quantités qui ont contribué à la stabilité des prix et à leur retour à un niveau convenable s'ajoutent à une récolte de pomme de terre primeur, qui est passée de 32.000 qx l'an dernier à 79.000 qx cette année. Ces récoltes ont contribué à inon-

der les marchés régionaux et nationaux et à stabiliser les prix de ce produit de large consommation et son retour à un niveau raisonnable, parallèlement à la régulation du marché notamment durant la période de pointe et à la hausse de la demande sur ce tubercule, selon la même source. La wilaya de Mostaganem approvisionne le marché à longueur d'année et notamment durant le deuxième trimestre (de mars à juin), à la faveur de la campagne saisonnière et au quatrième et dernier trimestre de l'année (d'octobre à décembre) avec la campagne de la pomme de terre d'arrière saison, selon le bilan annuel de la DSA.

La productivité ne se résume pas à l'innovation technologique

De longue date, les économistes disent que la prospérité repose sur la productivité. Le seul moyen d'augmenter durablement le niveau de vie d'un pays consiste à produire davantage avec moins de ressources. Depuis la révolution industrielle, cela s'est fait grâce à l'innovation. C'est ainsi qu'innovation est devenue synonyme de hausse de productivité aux yeux de l'opinion publique, au même titre que le progrès technique et la R&D. Mais il faut distinguer entreprise productive et société productive. Une mesure qui améliore la productivité au niveau d'une entreprise risque de ne pas fonctionner, voire d'être contre-productive, au niveau de tout un pays.

Par Dani Rodrik (*)

Une entreprise peut se permettre d'augmenter la productivité issue des seules ressources qu'elle choisit d'employer, par contre une société doit augmenter la productivité de tous ses membres. Néanmoins, beaucoup d'économistes confondent ces deux types de productivité, car ils supposent que le progrès technique va finalement être bénéfique à tous, même si les avantages immédiats ne bénéficient qu'à un petit nombre d'entrepreneurs et d'investisseurs. Ainsi que le rappellent, à juste titre, deux économistes, Daron Acemoglu et Simon Johnson, dans un livre récent, l'Histoire ne conforte pas véritablement cette conviction. La révolution industrielle a peut-être inauguré une période de croissance, mais il a fallu attendre longtemps avant que cela ne se traduise par une amélioration des conditions de vie des travailleurs ordinaires. Pire, le discours habituel sur la révolution industrielle a perdu encore de sa crédibilité avec la dernière vague de progrès techniques. Les nouvelles technologies ne vont sans doute pas profiter à tous, car un petit groupe d'acteurs (qu'il s'agisse de quelques entreprises ou d'un segment de la main-d'œuvre) pourrait les détourner à son avantage. La responsabilité en incombe à des déficiences institutionnelles et à une réglementation inadaptée qui faussent la concurrence et freinent l'arrivée de nouveaux entrants dans les sec-

teurs les plus modernes. Le progrès technique est aussi en cause : l'innovation ne bénéficie en général qu'à des groupes spécifiques, par exemple les travailleurs très qualifiés ou les cadres. Considérons l'un des paradoxes de l'hypermondialisation. Après les années 1990, dans un contexte de baisse de prix de nombreux produits et de diffusion de la production manufacturière dans le monde entier, beaucoup d'entreprises des pays à revenu faible et intermédiaire ont adopté des techniques de production sophistiquées et rejoint les chaînes d'approvisionnement mondiales. De ce fait, leur productivité a augmenté à pas de géant. Pourtant, la productivité des pays dans lesquelles elles étaient implantées a souvent stagné, voire régressé. Le Mexique est un cas d'école étonnant, car ce pays a été l'un des fleurons de l'hypermondialisation. Grâce à la libéralisation économique des années 1980 et à l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna) dans les années 1990, le Mexique a connu un essor de l'exportation de ses produits manufacturés et des investissements directs étrangers. Pourtant, le résultat a été un échec retentissant là où cela comptait vraiment. Tout d'abord, les entreprises manufacturières ont réduit leur personnel, utilisant ainsi une part de plus en plus faible de la main-d'œuvre du pays. Dominé par de petites entreprises informelles, le reste de l'économie est devenu de moins en moins productif. En fin de compte, les gains de productivité du sec-

teur manufacturier à vocation mondiale (dont la taille diminuait) n'ont pas compensé les piètres performances d'autres secteurs, essentiellement celui des services informels. Une autre explication concerne la nature changeante de la technique manufacturière elle-même. L'intégration dans les chaînes de valeur mondiales exige tellement de compétences et de capitaux que les pays mal dotés de ce point de vue sont confrontés à une forte hausse des coûts, ce qui empêche leurs entreprises de se développer et d'embaucher. La masse de travailleurs qui affluent des campagnes vers les villes n'a d'autre choix que de rejoindre le secteur du petit commerce ou du service à la personne dont la productivité est faible. Quelle que soit la cause sous-jacente du manque de productivité de certaines entreprises, on voit pourquoi les politiques visant à stimuler la productivité peuvent manquer leur but : qu'il s'agisse de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, de subventions en faveur de la R&D ou de crédits d'impôt en faveur des investisseurs, il arrive fréquemment que les mesures conventionnelles ne ciblent pas le véritable problème. Dans de nombreux cas, la difficulté n'est pas le manque d'innovation dans les entreprises les plus avancées, mais l'écart important de productivité entre elles et les autres. Il peut être plus efficace de soutenir les petites entreprises de services plus ou moins en difficulté (en répondant à leurs besoins en

formation, en leur fournissant des intrants publics et les services dont elles ont besoin) que d'aider celles qui réussissent. Quelle leçon pouvons-nous en tirer à l'ère de l'intelligence artificielle ? L'énorme potentiel de l'IA pour réaliser une large gamme de tâches à grande vitesse suscite beaucoup d'espoir quant à une hausse significative de la productivité. Mais l'impact de cette technique va dépendre de sa diffusion à l'ensemble de l'économie. La hausse de productivité due à l'IA risque d'être limitée si des secteurs importants de l'économie (la construction, les services) n'en bénéficient pas. Ainsi, l'augmentation relative du coût de certaines activités ou services pourrait freiner l'amélioration générale du niveau de vie. Ces considérations ne doivent pas faire de nous des techno-pessimistes. En revanche, elles doivent nous mettre en garde contre l'idée que les gains de productivité reposent exclusivement sur les avancées techniques. La technologie peut s'avérer nécessaire pour que les gains de productivité bénéficient à toute la société, mais elle n'y suffit pas. Transformer une avancée technique en gain de productivité à grande échelle exige une politique inclusive destinée à faciliter sa diffusion à travers l'économie et à éviter le « dualisme productiviste ».

(*) Professeur de politique économique à la Harvard Kennedy School.
source : les Echos

On ne sauvera pas la planète sans gourmandise

Par Sophie Bellon (*)

Notre système alimentaire est à bout de souffle. Le sujet est complexe, car pétri de paradoxes. Plus de 800 millions de personnes à travers le monde souffrent de la faim. Pourtant, de la fourche à la fourchette, un tiers des aliments sont gâchés. L'inflation alimentaire a atteint des sommets ces derniers mois : le recours aux banques alimentaires explose, le coût de l'alimentation est au cœur des débats. Pourtant, cette dernière n'est toujours pas suffisamment valorisée, puisqu'on continue à jeter massivement la nourriture. Résoudre ces contradictions et réparer notre système alimentaire doit faire partie de nos priorités, car l'avenir se joue en grande partie dans nos assiettes. En avons-nous suffisamment conscience ? En 2050, nous devrions être 10 milliards sur terre. Pour répondre aux besoins alimentaires, la production agricole devra augmenter de plus de 50 %. Et ce, alors même que notre

système alimentaire est déjà responsable de près du tiers des émissions de gaz à effet de serre imputables aux activités humaines. Alors, que faire ? Avant tout, aborder la question avec humilité. Il n'existe pas de solution évidente ou unique. Comme pour tous les sujets empreints d'une forte dimension humaine, la prise en compte du contexte économique, social, culturel et réglementaire local est clé. Ainsi, il est urgent de limiter les excès de consommation de certains aliments, notamment les protéines animales. Pourtant, dans certains pays, l'accès à ces protéines est étroitement associé à l'accès à un statut social. D'autres sont déjà très avancés en la matière, mais font face à d'autres problématiques. En Inde par exemple, plus de 90 % des repas que nous servons intègrent déjà des options végétariennes. Notre défi pour réduire les émissions porte sur l'énergie utilisée pour préparer ces repas, puisque la consommation énergétique indienne est carbo-

née. La réalité est bien différente au Brésil. L'énergie utilisée sur nos sites clients est en grande partie hydroélectrique. Là, l'enjeu est d'embarquer les consommateurs sur les bénéfices d'une alimentation plus végétarienne. Pour relever l'immense défi d'une alimentation plus saine et durable, commençons par renouer avec un ingrédient essentiel : le bon sens, et par apprécier l'alimentation à sa juste valeur. Dans ce domaine comme dans tous les autres, pour progresser, il importe de se fixer des objectifs et de les suivre – car ce qu'on ne mesure pas n'existe pas. Ainsi, le gaspillage alimentaire est un scandale, certes, mais un scandale largement invisible. Or, on ne peut pas combattre ce qu'on ne voit pas ! Mesurer la quantité de déchets alimentaires produits chaque jour change la donne. Quantifier le gâchi permet une prise de conscience chez les producteurs et les consommateurs. Simple, mais efficace : sur les sites où notre programme basé sur la data a été déployé, le gaspillage a été réduit de

plus de 40 % en moyenne. Autre ingrédient clé de la transition alimentaire : le plaisir. Je l'ai déjà dit ici : la sobriété alimentaire est trop souvent la grande oubliée de nos débats sociétaux. Les choses avancent, puisque la Commission européenne présentera bientôt une réforme du cadre législatif existant pour tendre vers un système alimentaire durable. Mais nous ne ferons pas changer nos habitudes par la seule contrainte ou par la culpabilisation. Au contraire, tout l'enjeu est de rendre le durable désirable, pour que tous – végétaliens, végétariens, flexitariens, amateurs de viande – aient envie de choisir ce qui est bon pour l'environnement et pour la santé... tout simplement parce que c'est bon. L'alimentation est un de nos liens les plus forts à la planète. La gourmandise a un rôle fondamental à jouer pour la sauver : à nous de conjuguer sain, soutenable, et savoureux.

(*) présidente du conseil d'administration et directrice générale de Sodexo
Source : les Echos

MAROC

Le déficit de la balance commerciale en hausse de 7,2 %

En 2022, les transactions commerciales du Maroc avec le reste du monde ont atteint une valeur de 116,8 milliards \$ contre 85,9 milliards \$ en 2021. Malgré cette hausse du commerce extérieur, le déficit commercial du royaume chérifien s'est détérioré, atteignant 22,7% du PIB.

La balance commerciale du Maroc a affiché un déficit en hausse de 7,2 points de pourcentage, passant de 15,5% du PIB en 2021 à 22,7% du PIB en 2022. C'est ce qu'indique le rapport annuel du commerce extérieur publié par le ministère de l'Economie, le mercredi 16 août. Selon le rapport, le déficit commercial s'est élevé à 308,8 milliards de dirhams (environ 31 milliards \$) en 2022 contre 199,2 milliards de dirhams (environ 20 milliards \$) l'année précédente. L'office des changes explique cette tendance par une augmentation plus importante des importations de biens (+39,5%), par rapport à celle des exportations (+30,1%).

Les importations se sont chiffrées à 737,4 milliards de dirhams contre 528,6 milliards dirhams en 2021, soit une augmentation de 208,8 milliards. Cette hausse est en grande partie attribuable « aux achats de produits énergétiques, de demi-produits et des produits alimentaires qui représentent plus de 75,7% », souligne le rapport. Les exportations ont quant à elles augmenté de 99,3 milliards de dirhams, passant de 329,4 milliards de dirhams à 428,6 milliards de dirhams sur la période étudiée. Cette croissance est due à l'augmentation significative des ventes de demi-produits, principalement « les phosphates et dérivés » dont les exportations ont progressé de 43,9% pour atteindre 115,5 milliards de dirhams en 2022. Ils deviennent ainsi le premier secteur exportateur, devançant le secteur automobile qui affiche une hausse de 33% la même année.

En ce qui concerne les partenaires commerciaux du royaume chérifien, l'Europe est en tête avec 58,8% du total des échanges commerciaux, suivie par l'Asie (22,1%), l'Amérique (12,5%) et l'Afrique (5,5%). Toutefois, la balance commerciale avec chacun de ces partenaires affiche un déficit, à l'exception de l'Afrique qui enregistre un excédent ayant plus que doublé pour atteindre 13,3 milliards de dirhams contre 6,2 milliards de dirhams en 2021.

SOCIÉTÉS COTÉES TUNISIE

Un chiffre d'affaires de 12 milliards de dinars

La Bourse des valeurs mobilières de Tunis (Bvmt) vient de publier sur son site web les indicateurs d'activités des sociétés cotées au premier semestre 2023, qui font ressortir une hausse de leur revenu global de 7,9% par rapport à la même période de l'année 2022, pour se situer à 12 milliards de dinars contre 11,1 milliards de dinars.

Le document ajoute que 70% des sociétés ayant publié leurs indicateurs des six premiers mois de l'année 2023, soit 51 sur 73, ont amélioré leurs revenus par rapport à la même période de l'année précédente. Notons qu'à la date de publication de cette note, les sociétés qui n'ont toujours pas publié leurs indicateurs sont AMS, Electrostar, GIF-Filter, MIP, Si-phat, Servicom, et Uadh. Quant aux 20 sociétés qui composent le Tunindex 20, elles ont réalisé 5,6 milliards de dinars (ou 47% du revenu global), en hausse de 8,9% par rapport à la même période de l'année écoulée.

Les banques en progression de 11,5%

Pour le secteur financier, les 12 banques cotées ont réalisé un Produit net bancaire (PNB) cumulé de 3.328 MD durant la première moitié de l'année 2023, contre 2.985 MD sur la même période de l'année 2022, soit une progression de 11,5%. S'agissant du revenu global net des 7 sociétés de leasing cotées, il a augmenté de 6,9% durant le premier semestre de l'année 2023 par rapport à la période similaire de l'année 2022, pour atteindre 253 MD contre 236 MD. Pour l'assurance, les six compagnies d'assurances cotées ont vu le montant global des primes émises atteindre 757 MD contre 723 MD, soit une progression de 4,6%. Regroupant 28 sociétés cotées, le secteur financier, dans son ensemble, a réalisé un revenu global de 4.363 MD contre 3.968

MD, soit une progression de 9,9%.

Des performances positives

Concernant le secteur des Biens de consommation, le revenu global des trois grands groupes opérant dans l'agroalimentaire (Poulina Group Holding, Délice Holding et Sfbt) a progressé de 5,6% pour passer de 2.909 MD à 3.072MD. Dans ce même secteur, les quatre concessionnaires automobiles ont vu leur chiffre d'affaires global progresser de 12,4% durant le premier semestre 2023 pour se situer à 554 MD contre 493 MD durant la période similaire de l'année 2022. Pour sa part, dans le secteur des Services aux consommateurs, le chiffre d'affaires global de deux enseignes de la grande distribution cotées en Bourse (Monoprix et Magasin Général) a augmenté de 7,9% au premier semestre 2023 par rapport à la même période de l'année 2022, pour atteindre

768 MD contre 712 MD.

En général, six des neuf secteurs ont réalisé des performances positives. A leur tête, le secteur Santé qui a réalisé la plus forte progression avec 44,2%, suivi du secteur Service aux consommateurs avec 13,2%. Concernant les sous-secteurs, neuf ont marqué des performances positives. Les plus fortes hausses reviennent aux Voyages et loisirs avec 26,3%, suivi des Biens et services industriels avec 12,9% et les Banques avec 11,5%. Par ailleurs, la

contre-performance a touché trois sous-secteurs. Les plus fortes baisses reviennent aux chimies avec - 25,5%, suivies des automobiles et équipements avec -16,6%.

Une tendance haussière...

En ce qui concerne l'évolution des revenus par société, les plus fortes hausses ont été réalisées par Tuninvest Sicar (+78%), Sopat(+50,3%), Unimed (+44,19%), En-nakl Automobiles (+31%) et Tunisair (+26,3%). En revanche, les plus fortes baisses de revenus ont été enregistrées par Essoukna (-86%), Sits (-55%), STA (-48,7%), Simpar (-45,9%) et Sanimed (-40,7%). S'agissant de l'évolution de l'indice de référence de la Bourse de Tunis, le Tunindex, ce dernier a enregistré une progression de 10,47% durant le premier semestre 2023 contre une hausse de 6,25% durant la même période de l'année 2022. A noter que l'indice Tunindex 20 a affiché, durant la même période, la même tendance avec une hausse de 11,62% contre une progression de 7,59% durant la même période de l'année 2022. Onze des douze indices sectoriels publiés par la Bourse de Tunis ont enregistré des performances positives à la clôture du premier semestre 2023. Les meilleures performances reviennent à l'indice «Sociétés financières » avec 12,57% et l'indice Banques avec 12,56%. En revanche, un seul indice sectoriel, « Produits ménagers et de soin », a enregistré une légère baisse de -0,10%.

TUNISIE

Existe-t-il une solution à la crise du pain ?

Un accord pour réapprovisionner en farine le circuit des boulangeries non étatiques tunisiennes a été trouvé, ce qui constitue un début de solution face à une pénurie de pain à bas prix qui s'était aggravée ces deux dernières semaines. Selon plusieurs économistes, la pénurie de pain provient d'un manque de céréales, la Tunisie ne parvenant pas à en acheter suffisamment sur le marché international en raison de son endettement et du manque de liquidités. Ces difficultés ont été accentuées par une sécheresse inédite au printemps qui a décimé les récoltes de blé, ce qui va obliger l'État à importer 100% de ses besoins en blé tendre dans les prochains mois (80% en temps normal). La crise du blé entre l'Ukraine et la Russie aggrave la situation.

La fameuse « baguette subventionnée »

Il existe deux circuits pour le pain en Tunisie: le premier, formé de 3.737 magasins, bénéficie de farine subventionnée fournie par l'Etat, le deuxième est celui des 1.500 à 2.000 "boulangeries modernes" qui avaient droit depuis une dizaine d'années et jusqu'à début août, à un

quota limité de ce type de farine. Après un sit-in de protestation le 7 août qui faisait suite à l'adoption le 1er août d'un décret privant les "boulangeries modernes" de la farine subventionnée pour la dévier vers les semi-étatiques, celles-ci ne recevaient plus aucune farine ni semoule de l'Etat, qui centralise tous les approvisionnements de base. Quelque « 90% des 1.443 affiliés » du groupement, employant près de 20.000 salariés, avaient dû fermer leurs portes, selon Salem Badri, président de l'antenne régionale de Sfax, entraînant un allongement des files d'attente devant les boulangeries semi-étatiques, devenues les seules à vendre la fameuse « baguette subventionnée » à 190 millimes (6 centimes d'euros). « Il a été décidé de reprendre l'approvisionnement des boulangeries non subventionnées en farine et semoule à compter du 19 août » à la suite de leur engagement à « respecter les lois relatives à la production et à la vente du pain », a indiqué le ministère du Commerce. Le ministère du Commerce va aussi procéder à une remise à plat du système de production et distribution du pain. À côté du pain subventionné, les boulangeries

modernes vendent d'autres types de pain et des pâtisseries.

Sit-in annulé

Après cette décision, M. Badri a annoncé l'annulation d'un sit-in prévu lundi devant le ministère du Commerce à Tunis. Des discussions vont aussi reprendre pour permettre aux boulangeries modernes de recommencer la production de pain subventionné, mais sur « la base des critères fixés par le président Kais Saïed », selon lui. Fin juillet, M. Saïed avait préconisé « un pain unique pour les Tunisiens », déplorant de la spéculation et l'existence d'un « pain pour les riches » et un « pain pour les pauvres ». Le sujet est très sensible dans un pays qui a connu de violentes émeutes du pain qui avaient fait 150 morts en 1983 et 1984. Le président, qui détient tous les pouvoirs depuis son coup de force de l'été 2021, a limogé la semaine passée le directeur de l'Office des céréales, et le président de la fédération des boulangeries subventionnées a été arrêté pour spéculation. Certaines sont soupçonnées d'avoir vendu sous le manteau leur farine à bas prix aux boulangeries modernes.

COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST

Le commerce intra-régional a atteint un record de 10,9 milliards \$ en 2022

La hausse des échanges commerciaux entre les sept pays membres de l'EAC s'explique essentiellement par la poursuite de la suppression des barrières non tarifaires, l'harmonisation des normes de produits et l'admission de la RD Congo au sein du bloc régional.

Les échanges commerciaux entre les pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont atteint un record de 10,9 milliards de dollars en 2022, a annoncé le secrétaire général de l'organisation, Peter Mathuki, le 16 août dernier. Ce montant représente une augmentation de 12,1% par rapport à celui enregistré en 2021. S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Mathuki a expliqué la hausse du commerce intra-régional par la poursuite de la suppression des barrières non tarifaires, l'harmonisation des normes de produits et l'admission de la RD Congo au sein du bloc régional en mars 2022. Il a également indiqué que les échanges commerciaux entre



les Etats membres du bloc ont le potentiel de représenter 40% du total du commerce de la région, contre 15% seulement en 2022. La Communauté d'Afrique de

l'Est, dont le siège se trouve à Arusha, en Tanzanie, compte sept membres : Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Soudan du Sud, Ouganda et RD Congo. Ce bloc régional, qui couvre une superficie d'environ 4,8 millions de km2, représente un marché de 300 millions de consommateurs et dispose d'importantes ressources naturelles. L'EAC est l'une des communautés économiques régionales les plus intégrées en Afrique. Il s'agit d'une union douanière, la plupart des biens et services étant échangés en franchise de droits entre les Etats membres et disposant d'un tarif extérieur commun avec les pays tiers. En tant que marché commun, les personnes, les biens, les services et les capitaux peuvent y circuler librement.

DEPUIS MAI 2019

La valeur BOA Niger connaît sa plus forte baisse mensuelle

La filiale nigérienne de Bank of Africa (BOA) a subi une baisse boursière de 19,2% depuis août 2023. Cette dépréciation intervient dans un contexte de sanctions économiques et de crise socio-politique au Niger. Le secteur bancaire, encore fragile, risque d'être davantage impacté. La filiale nigérienne du groupe Bank of Africa (BOA) a vu sa valeur boursière chuter de 19,2% depuis le début du mois d'août 2023, après une baisse de 2,29% en juillet. Selon les données historiques d'African Markets, c'est la dépréciation la plus marquée pour cette entité depuis mai 2019. Toutefois, le mois d'août a connu des fluctuations. La valeur de BOA Niger a subi sa plus grande perte lors de la première se-

maine, suivie de jours présentant des tendances plus favorables. Ces mouvements interviennent dans un contexte où le Niger, dont le président démocratiquement élu est détenu par une junte militaire, fait face à des sanctions économiques. La situation socio-politique actuelle au Niger risque d'affaiblir davantage un secteur bancaire déjà vulnérable, largement dépendant de l'administration publique et de quelques grandes entreprises nationales. L'exclusion du Niger des émissions de titres obligataires sur le marché régional de l'UEMOA prive les banques d'une source potentielle de revenus. Cette crise survient alors que le secteur bancaire nigérien commençait à montrer

des signes de stabilité. Les taux débiteurs étaient en déclin, et la confiance accrue envers le pays avait stimulé la demande de liquidités dans le secteur bancaire, entraînant une hausse des taux d'intérêt sur les dépôts, comme l'indiquent les données récentes de la Banque centrale de l'UEMOA. Il sera crucial de surveiller l'évolution de la situation. Les résultats du troisième trimestre 2023 nous éclaireront sur l'impact de la crise politique sur la capacité de BOA Niger à générer des revenus. Il est également important de noter que, avant l'imposition des sanctions, les banques nigériennes étaient impliquées dans des opérations financières qui semblent échapper aux nouvelles mesures restrictives.

POUR S'ÉTENDRE SUR DE NOUVEAUX SECTEURS EN AFRIQUE

Founders Factory Africa lève 114 millions \$

L'investisseur technologique sud-africain Founders Factory Africa a constitué, en cinq ans d'activité, un portefeuille de plus de cinquante-cinq entreprises, réparties dans onze pays africains. Son ambition est d'étendre ses opérations dans de nouvelles sociétés et ancrer sa présence sur le continent.

Founders Factory Africa (FFA), qui investit dans des start-up africaines en phase de démarrage, a annoncé mardi 15 août, la levée d'un financement supplémentaire de 114 millions \$. La ressource a été obtenue auprès de la fondation canadienne Mastercard Foundation et du fonds d'impact de la fondation Johnson & Johnson. Elle permettra à Founders Factory Africa, qui a déjà investi dans plus de 55 entreprises réparties dans 11 pays d'Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Nord et australe, d'étendre sa portée à travers l'Afrique, en finançant de nouvelles start-up. L'investisseur technologique domicilié en Afrique du Sud a également annoncé qu'il prévoyait investir dans de nouveaux secteurs d'activités non spécifiés pour le moment.

En s'engageant aux côtés de Founders Factory Africa, Johnson & Johnson Impact Ventures espère financer de manière indirecte de jeunes entreprises technologiques africaines, axées exclusivement sur le secteur de la santé. Le fonds d'impact de la fondation Johnson & Johnson soutient que l'accès au capital et à l'expertise technique en faveur de ces health-techs permettra d'améliorer de manière considérable l'accès à des soins de haute qualité en Afrique.

FFA, qui a la particularité de soutenir des entreprises en phase de développement très précoces et donc plus risquées en Afrique, combinera capital et soutien opérationnel, dans le cadre de ses prochaines opérations sur le continent. En plus de son offre d'investissement en capital, il inclura du capital non dilutif, ceci dans le but de mieux répondre aux besoins de start-up africaines. L'investisseur accompagnera également ces entreprises en portefeuille en matière de création d'entreprise.

Précisons que ce financement supplémentaire de 114 millions \$ fait suite à des investissements antérieurs réalisés dans Founders Factory Africa par la Standard Bank et Netcare en 2019, puis par la Small Foundation en 2021.

MALGRÉ UN APPORT EN DEVISE DE 3 MILLIARDS \$ D'AFREXIMBANK

Les investisseurs de ses eurobonds restent sceptiques au Nigeria

Malgré des signes positifs au T1 2023, l'écart de rendement dépasse 3%. La crédibilité financière du Nigeria est scrutée, avec des défis tels que l'inflation et un double taux de change. L'intervention d'Afreximbank soutient les réserves, mais les besoins en devises restent élevés. Les 3 milliards \$ de ressources en devises fournis par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) sous forme de prêt à la société nationale pétrolière du Nigeria ne semblent pas suffire pour rassurer les créanciers ayant investi dans des eurobonds émis par le pays sur le

marché international des capitaux. Au mercredi 16 août, l'écart entre les rendements exigés par les investisseurs et le taux d'intérêt initial lors de l'émission demeure élevé, dépassant 3 points de pourcentage. La crédibilité d'un pays sur le marché des capitaux est étroitement liée à sa capacité à disposer des liquidités nécessaires pour honorer ses remboursements. De plus, l'un des critères surveillés par les investisseurs sur les titres d'emprunt émis par des pays africains est la position extérieure, ainsi que tous les éléments pouvant l'affecter.

Pour le Nigeria, certains indicateurs sont encourageants. Au premier trimestre 2023, le pays a respecté tous ses engagements relatifs au service de sa dette, malgré un contexte international tendu et une baisse du prix du pétrole durant les trois premiers mois de l'année, associée à des élections présidentielles risquées. Aussi, le Nigeria a continué de voir une réduction de ses importations de ressources en devises. Cependant, la coexistence d'un double système de taux de change, associée à une inflation en hausse, a renforcé la prudence des investisseurs internationaux ci-

blant les actions des entreprises cotées à la Bourse de Lagos et les titres de dette intérieure émis par le gouvernement fédéral. Ainsi, l'intervention d'Afreximbank vise à renforcer les réserves. Mais, bien que la holding pétrolière nationale, acteur clé du secteur pétrolier nigérien, soit le principal bénéficiaire, une portion de ces ressources sera dirigée vers les comptes du Trésor public. Notons en ce sens que les besoins en devises du gouvernement demeurent considérables, tant pour les dépenses directes que pour les marchés publics.

POINT MARCHÉS

Prudence en vue en Europe, la banque centrale chinoise déçoit

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note prudente lundi à l'ouverture, alors que la Banque populaire de Chine (BPC) a agi moins fortement que prévu sur ses taux en dépit des craintes croissantes pour la deuxième économie mondiale.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien pourrait gagner 0,16% à l'ouverture. Les contrats à terme signalent un gain de 0,04% pour le Dax à Francfort, une hausse de 0,03% pour le FTSE à Londres et un repli de 0,04% pour le Stoxx 600. Les indices européens ont accusé un repli hebdomadaire la semaine dernière, malmenés par les craintes d'un environnement de taux élevé prolongé aux Etats-Unis et par les inquiétudes sur l'économie chinoise. La BPC a abaissé lundi son taux préférentiel de prêt à un an mais elle a surpris les marchés en maintenant celui à cinq ans, alors qu'une réduction était largement attendue.

En Asie
Les Bourses de Chine continentale reculent après l'action moins forte qu'attendu de la BPC. L'indice composite de la Bourse de Shanghai perd 0,43% et le CSI 300 abandonne 0,57%. A Hong Kong, le Hang Seng lâche 1,4%. La Bourse de Tokyo fait fi pour sa part de la déception autour de la BPC et gagne 0,37% à l'approche de la clôture sur des achats à bon compte après avoir perdu 3,15% la semaine dernière, sa pire performance hebdomadaire depuis le début de l'année.

A Wall Street
La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, les gains des secteurs défen-

sifs et de l'énergie ayant compensé la faiblesse des valeurs de croissance, alors que les investisseurs attendent le discours, vendredi, du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, lors du symposium de Jackson Hole. L'indice Dow Jones a gagné 0,07%, à 34.500,66 points. Le S&P-500, plus large, a fini quasi stable (+0,01%), à 4.369,71 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 0,20% à 13.290,776 points. Les futures sur les trois indices signalent pour l'heure un léger repli à l'ouverture ce lundi.

Taux/changes
Le rendement des Treasuries à dix ans gagne près de quatre points de base, à 4,288%, après avoir atteint la semaine dernière un pic depuis octobre à la faveur de

solides statistiques américaines qui ont alimenté les anticipations de taux élevés aux Etats-Unis pendant une période prolongée. Le dollar reste ferme face à un panier de devises de référence, les cambistes étant dans l'attente du symposium de Jackson Hole. Le yuan s'est pour sa part affaibli après les annonces moins fortes que prévu de la BPC.

Pétrole
Les cours du brut progressent, portés par la réduction de l'offre avec la baisse des exportations de l'Arabie saoudite et de la Russie qui compense les inquiétudes sur la demande liées aux taux élevés et au ralentissement de l'économie chinoise. Le baril de Brent gagne 0,6% à 85,29 dollars et celui du brut léger américain avance également de 0,6% à 81,75 dollars.

Cinq points de vigilance pour les investisseurs

La hausse des rendements obligataires, l'augmentation des prix de l'énergie et l'intensification des inquiétudes concernant l'économie chinoise sont autant de facteurs qui sapent l'appétit des investisseurs pour le risque, après des mois de hausse des marchés boursiers. L'indice mondial MSCI tous pays confondus est en baisse de près de 6% par rapport à ses récents sommets, même s'il conserve un gain de 10% sur l'année. Le S&P 500 est en baisse d'environ 5% ce mois-ci, tout comme le STOXX 600 européen. L'indice japonais Nikkei a perdu un peu plus de 5%. Voici cinq aspects du marché auxquels les investisseurs accordent une attention particulière :

Hausse des rendements obligataires
L'une des principales préoccupations des investisseurs est la montée en flèche des rendements obligataires, alors que les signes d'une croissance plus forte que prévu dans certaines parties de l'économie mondiale alimentent les paris sur le maintien des taux d'intérêt par les banques centrales à leurs niveaux actuels pendant plus longtemps que prévu. Les rendements de l'emprunt de référence américain à 10 ans ont atteint jeudi leur plus

haut niveau depuis octobre. Par ailleurs, les rendements réels américains, qui indiquent ce que les investisseurs peuvent s'attendre à gagner sur les obligations d'État après ajustement pour tenir compte de l'inflation, sont proches de leur plus haut niveau depuis 2009.

Différentes échéances de taux US
Les rendements dans d'autres économies ont également augmenté. Le rendement réel à 10 ans de la Grande-Bretagne, par exemple, a atteint jeudi son plus haut niveau depuis octobre dernier. On peut craindre que la hausse des rendements des bons du Trésor et des autres obligations d'État ne rende les actions moins attrayantes à un moment où les valorisations se sont envolées dans de nombreux pays. Les rendements de référence guident également d'autres taux économiques clés, augmentant le coût du capital à mesure qu'ils grimpent. Les taux hypothécaires américains ont bondi ce mois-ci, le taux fixe à 30 ans atteignant son niveau le plus élevé depuis plus de 21 ans, ce qui complique encore les perspectives du marché du logement. La hausse des rendements a également soutenu le dollar,

qui a progressé d'environ 4% par rapport à ses récents niveaux les plus bas contre un panier de devises. Une plus grande vigueur du dollar pourrait être mal accueillie par les exportateurs américains et les multinationales, qui ont besoin de convertir leurs bénéfices dans leur monnaie nationale, ainsi que par les économies des marchés émergents, car il leur sera plus difficile d'assurer le service de la dette libellée en dollars.

Prix de l'énergie
La hausse des prix de l'énergie fait craindre que le choc inflationniste sur l'économie mondiale ne soit pas encore terminé, même si les pressions sur les prix se sont atténuées. Les prix du gaz en Europe ont fait un bond de 36 % depuis le début du mois d'août, ce qui représente la plus forte augmentation mensuelle depuis novembre. Les prix du pétrole ne sont pas loin des sommets atteints en neuf mois. Les signaux émis par les marchés de l'énergie, qui sont les principaux moteurs de l'inflation et des attentes en matière d'inflation, signifient que les pressions sur les prix restent élevées, ce qui renforce l'idée que les taux d'intérêt resteront beaucoup plus élevés que prévu au début de l'année.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Août 2023 Valeur : 23 Août 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.1418	136.1568
1	EUR	EURO		148.1903	148.2611
1	GBP	POUND STERLING		173.4511	173.5145
100	JPY	JAPANESE YEN		93.6262	93.6558
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6317	18.6363
1	CHF	SWISS FRANC		154.7242	154.8116
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.5553	100.5961
1	DKK	DANISH KRONE		19.8887	19.8923
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4103	12.4157
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8456	12.8516
1	AED	UAE DIRHAM		37.0615	37.0757
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.2977	36.3075
1	KWD	KUWAITI DINAR		441.8754	442.0675
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.5359	43.9735
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6292	13.6307
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1704	28.3147
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5997	3.6001
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.0616	181.0616

APRÈS LA DÉCISION DE LA CHINE SUR SES TAUX
Le CAC 40 attendu en petite hausse

Le marché d'actions parisien devrait ouvrir en légère hausse lundi, tandis que les investisseurs analysent la baisse moins marquée qu'attendu du taux de référence pour le crédit en Chine. Ils devraient en outre opter pour la prudence à l'approche de la réunion annuelle des banquiers centraux organisée par la Réserve fédérale (Fed) de Kansas City, qui débutera jeudi à Jackson Hole. Vers 8h20, le contrat à terme sur l'indice CAC 40 grappillait 4,7 points, soit 0,1%, selon les données du courtier IG. La Banque populaire de Chine (PBOC),

qui a réduit ses taux directeurs la semaine dernière afin de soutenir l'économie, a abaissé lundi le Loan Prime Rate (LPR) à un an de 10 points de base, à 3,45%, mais a maintenu le Loan Prime Rate à cinq ans à 4,2%. Cet abaissement moins prononcé du LPR pourrait s'expliquer par la réticence des banques chinoises à réduire les taux des crédits en raison de la diminution de

leurs marges bénéficiaires. Du côté des entreprises présentes au sein de l'indice SBF 120, le laboratoire pharmaceutique Ipsen a obtenu des résultats positifs dans le cadre d'une étude pivot de phase 3 évaluant le médicament cabozantinib, commercialisé sous le nom de Cabometyx, associé à l'atezolizumab dans le traitement du cancer de la prostate mé-

tastatique résistant à la castration. L'étude a atteint "l'un des deux critères d'évaluation principaux, démontrant une amélioration statistiquement significative de la survie sans progression (SSP) lors de l'analyse préliminaire", ont indiqué Ipsen et son partenaire américain Exelixis. L'opérateur satellitaire Eutelsat convoque ses actionnaires le 28 septembre pour une assemblée générale extraordinaire afin de se prononcer sur le projet d'acquisition du fournisseur britannique d'accès à Internet à haut débit OneWeb.

POUR SOUTENIR UNE ÉCONOMIE À LA PEINE

La Chine abaisse à nouveau un taux directeur

Pour revigorer l'économie, la Banque centrale avait déjà réduit mardi dernier le taux pour ses prêts à moyen terme aux établissements financiers (MLF).

La deuxième économie du monde en difficulté. Pour relancer la croissance, la Chine veut davantage de prêts aux particuliers et entreprises. Pour ce, la banque centrale a encore abaissé lundi un taux de référence, dans l'espoir de stimuler une deuxième économie mondiale aux moteurs grippés. L'activité est notamment pénalisée par une consommation en berne dans un contexte d'incertitude sur le marché du travail et le ralentissement économique mondial qui pèse sur la demande en biens chinois et donc l'activité de milliers d'usines. La situation du secteur immobilier, avec son lot de promoteurs au bord de la faillite et de logements inachevés, est également un important obstacle à la croissance. Ce secteur, avec celui de la construction, a longtemps contribué au quart du PIB de la Chine. Autre signe de ralentissement, les prêts aux ménages ont atteint le mois dernier leur niveau le plus faible depuis 2009. Pour tenter de stimuler l'activité, la Banque centrale a de nouveau réduit un taux directeur lundi, après une mesure similaire déjà la semaine dernière. Le LPR à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été réduit de 3,55% à 3,45%. Ce taux avait déjà été abaissé en juin. Celui à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, est quant à lui inchangé à 4,2%. Très suivis par les marchés, ces deux taux sont à leur plus bas

historique. Cette décision, anticipée par les économistes, est censée encourager les banques commerciales à accorder davantage de crédits et à des taux plus avantageux. La mesure doit permettre par ricochet de soutenir l'activité, dans un contexte de ralentissement économique. Elle est à rebours des principales économies dans le monde qui rehaussent les taux pour juguler l'inflation.

Crise immobilière

Des analystes sondés par l'agence Bloomberg s'attendaient toutefois à une coupe plus importante du LPR, après une réunion vendredi entre la Banque centrale et les régulateurs financiers. Il y a été notamment évoqué la nécessité de «soutenir» davantage l'économie et réduire «les risques et dangers cachés», ont rapporté dimanche les médias officiels sans en préciser leur nature. La reprise post-Covid tant espérée en Chine après la levée des restrictions sanitaires fin 2022 s'essouffle ces derniers mois, tandis que le secteur immobilier est à la peine. Les déboires du promoteur Country Garden, longtemps réputé solide financièrement et désormais ultra-endetté, font craindre une faillite aux conséquences incommensurables pour le système financier en Chine, deux ans après la descente aux enfers de son concurrent Evergrande. Pour revigorer l'économie, la banque centrale avait déjà réduit mardi dernier le taux pour ses prêts à moyen terme aux éta-

blissements financiers (MLF). Les mauvaises séries d'indicateurs, qui se succèdent ces dernières semaines en Chine, accentuent la pression pour un vaste plan de relance dans la deuxième économie mondiale, ce que le pouvoir rechigne à faire pour ne pas creuser l'endettement. Le gouvernement multiplie en revanche les annonces bienveillantes à l'encontre du secteur privé, particulièrement éprouvé durant la crise sanitaire, mais aussi en faveur de la consommation avec notamment des déductions fiscales. Mais ces mesures peinent jusque-là à faire effet, au moment où un jeune sur cinq est au chômage.

«Des difficultés» mais...

Après un niveau record en juin selon les données officielles (21,3%), la Chine suspend dorénavant la publication mensuelle des chiffres détaillés de l'emploi pour les 16-24 ans. La conjoncture menace l'objectif de croissance fixé à environ 5% pour cette année par le gouvernement. Ce taux serait l'un des plus faibles depuis des décennies pour le géant asiatique hors période Covid. La Chine a reconnu mercredi des «difficultés» économiques mais fustigé le pessimisme de ceux en Occident qui doutent de la capacité du géant asiatique à soutenir la croissance mondiale. «Les faits leur donneront tort», a assuré Wang Wenbin, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

THAÏLANDE

Le PIB en hausse de 1,8% sur un an au deuxième trimestre

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Thaïlande a progressé de 1,8% sur un an au deuxième trimestre, une hausse plus modeste qu'attendue en raison de la faiblesse des investissements et des exportations, a indiqué lundi l'agence gouvernementale. Le royaume, deuxième économie d'Asie du Sud-Est, est plongé dans l'incertitude politique sans avoir pu élire un Premier ministre 3 mois après les élections législatives. Le Conseil national du développement économique et social (NESDC) a dû revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour 2023, entre 2,5 et 3% contre 2,7 à 3,7% précé-

demment, en raison du ralentissement mondial. «La croissance du deuxième trimestre est plus faible que prévu en raison du ralentissement des exportations qui ont chuté pendant trois trimestres depuis l'année dernière», a déclaré Danucha Pichayanan, secrétaire général du NESDC. D'avril à juin, les exportations ont chuté de 5,7 % en glissement annuel et la production manufacturière a baissé de 3,3 %. Danucha Pichayanan a reconnu que les problèmes intérieurs résultant de l'incapacité à former un gouvernement pesaient sur les dépenses publiques, qui ont baissé de 4,3% sur la période. Il

s'est efforcé de calmer les inquiétudes concernant les risques d'instabilité, en soulignant que les manifestations restaient jusqu'à présent peu nombreuses et pacifiques, au contraire des violentes manifestations qui ont secoué le royaume en 2020. «Si la transition (du gouvernement) se déroule sans heurts, les investisseurs seront confiants et viendront investir», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Ces chiffres sont publiés la veille d'un vote clé au parlement thaïlandais qui pourrait permettre de sortir de l'impasse et d'élire un nouveau Premier ministre.

BC DE ZURICH

Renouvellement de l'ensemble de ses filiales

La Banque cantonale de Zurich (ZKB) veut transformer d'ici 2030 ses 51 filiales selon un nouveau concept testé à Stettbach, en banlieue zurichoise, et à Winterthour, pour un total de plus de 100 millions de francs suisses. "La présence physique sur place et la proximité avec notre clientèle font partie de notre ADN", assure lundi le responsable du projet Steve

Zurschmitten, cité dans un communiqué. Et de souligner que ce remodelage s'inscrit dans le cadre de "l'évolution des besoins de notre clientèle", qui continuera d'avoir accès à des conseils personnalisés. L'établissement cantonal prend acte d'une tendance à la diminution des retraits en espèces et au transfert des opérations bancaires vers des modalités ne requérant pas de guichet

comme l'e-banking, et affirme vouloir ainsi "offrir le meilleur des deux mondes - analogique et numérique - et les associer en une expérience client hybride optimale". Les travaux de transformation seront effectués par étapes et devraient s'étaler de 2024 à 2030, "nous allons investir ces prochaines années un montant en millions à trois chiffres", a indiqué le dirigeant.

ZONE EURO

Pourquoi l'économie de l'Italie fait mieux que les pays voisins

Dans un contexte économique européen morose, l'Italie affiche de meilleures performances que ses voisins. Accueilli avec hostilité, le gouvernement Meloni est parvenu à rassurer Bruxelles et les marchés financiers, tout en profitant d'une conjoncture favorable et de la politique menée par son prédécesseur Mario Draghi. Dans deux mois, jour pour jour, Giorgia Meloni célébrera le premier anniversaire de son accession au pouvoir. S'y maintenir constitue déjà une victoire en soi, tant les coalitions valent vite en Italie. Cela aurait pu être le destin de son union des droites avec feu Silvio Berlusconi et Matteo Salvini, alliés de circonstances. Mais la bonne tenue de l'économie italienne, en dépit de ses fragilités persistantes, conforte son gouvernement, accueilli avec méfiance voire hostilité par Bruxelles, en raison de la filiation du mouvement « post-fasciste » lancé après 1945 par d'anciens hiérarques de Mussolini. Dans deux mois, jour pour jour, Giorgia Meloni célébrera le premier anniversaire de son accession au pouvoir. S'y maintenir constitue déjà une victoire en soi, tant les coalitions valent vite en Italie. Cela aurait pu être le destin de son union des droites avec feu Silvio Berlusconi et Matteo Salvini, alliés de circonstances. Mais la bonne tenue de l'économie italienne, en dépit de ses fragilités persistantes, conforte son gouvernement, accueilli avec méfiance voire hostilité par Bruxelles, en raison de la filiation du mouvement « post-fasciste » lancé après 1945 par d'anciens hiérarques de Mussolini. En effet, selon les prévisions de Rome, la croissance devrait progresser de 0,9% en 2023, mieux que la France et ses 0,7% attendus ou que la récession qui frappe l'Allemagne et la zone euro. Le taux du chômage à 7,6% n'ont jamais été aussi bas depuis trois ans. Les profits des sociétés italiennes dépassent de 15% leur niveau d'avant la pandémie. Ces indicateurs dans le vert se reflètent dans l'indice de la Bourse de Milan, en hausse de 22% depuis le début de l'année, mieux que le S&P500 et tous les autres marchés européens. L'Italie profite de la chute de l'euro qui favorise le rebond des exportations industrielles, dont les prix sont rendus plus compétitifs, pour réussir un rattrapage post-Covid plus rapide que les exportations françaises ou allemandes. La Botte a également bénéficié du retour des touristes extra-européens après la pandémie et de l'attrait d'un taux de change favorable. « Rien dans la dynamique du chômage, du PIB, de la dette ou de l'inflation n'est le fait de Giorgia Meloni », dont « la réforme fiscale ne produira son effet qu'à partir de l'année prochaine », tranche Francesco Sarceno, économiste à l'OFCE. « Même sur la croissance, l'Italie profite encore du rebond post-Covid. Ayant chuté plus fort, on rebondit plus fort », souligne-t-il. L'inflation, qui faisait craindre les pires maux pour la dette, s'avère être d'un secours inattendu pour les finances publiques. « L'inflation a, en effet, plus enflé les recettes qu'elle n'a, pour l'instant, alourdi la charge de la dette publique, permettant au gouvernement de mener une politique particulièrement généreuse depuis 2020, tout en profitant d'un désendettement accéléré », observe l'économiste Véronique Riches-Flores, dans une note de conjoncture publiée la semaine dernière, précisant que l'endettement public italien devrait diminuer de 10 points de PIB entre 2021 et 2023. Equivalente à 143,5% du PIB, la masse de la dette met sous pression le gouvernement, à la merci d'une envolée des taux souverains qui rendrait insoutenables les intérêts de sa dette. Mais depuis ses premiers jours à la tête du pays, Giorgia Meloni a adopté un ton modéré à l'égard de l'Union européenne dont elle avait usé pendant sa campagne de 2022, tout en utilisant une rhétorique offensive sur l'immigration et le sociétal.

CYCLE WLTP

Comment est mesurée l'autonomie d'une voiture électrique ?

Elle est une donnée indispensable, mais très peu compréhensible pour les automobilistes. Entre des mesures déconnectées de la réalité et des centres de test discrets, le cycle WLTP entretient son opacité mais se pose en référence incontestée. Qu'a bien pu faire changer l'arrivée de la voiture électrique ?



« **L'**autonomie certifiée peut être difficile à réaliser en conditions normales », affiche en gros sur son site le constructeur Polestar. « Les données de consommation de carburant et d'autonomie communiquées par les constructeurs automobiles et observées dans le cycle standard diffèrent de celles obtenues en pratique », ajoute Skoda. Pourquoi est-ce si difficile de communiquer clairement sur une valeur d'autonomie pour les véhicules électriques ? Et pourquoi le futur acheteur de voiture électrique doit-il s'accommoder d'un « cycle WLTP » qui s'avérera en moyenne 23 % trop optimiste par rapport à la réalité ? Pour comprendre ce problème, il faut revenir à la source du calcul d'autonomie pour les voitures. C'est ce que nous avons fait en essayant de comprendre comment fonctionne le WLTP.

Toutes les marques installées sur le marché européen depuis janvier 2019 le savent : la nouvelle mesure de référence de l'autonomie et de la consommation des moteurs de voiture n'est pas réaliste et les automobilistes doivent bien en être informés, surtout à l'heure où les modèles 100 % électriques rebattent les cartes et qu'il est devenu nécessaire de bien planifier ses longs trajets pour éviter la panne sèche. Le nouveau cycle (WLTP donc) remplace un ancien, encore moins efficace, que l'on appelait NEDC. Mais entre-temps, l'utilisation de la mesure a beaucoup changé. Là où elle était surveillée par les marques et les régulateurs, elle est aujourd'hui presque à 100 % destinée aux clients pour les guider dans leur processus d'achat. Le but n'est plus de mesurer les niveaux d'émissions de particules fines, de CO₂ et la consommation des

moteurs, ni d'interdire ou handicaper d'un malus un lancement de nouveau modèle. Désormais, il est simplement question de comparer l'autonomie... et de tenter de rassurer. Le cycle WLTP devait perdre de son aura avec la voiture électrique. Il connaît finalement une renaissance. Mais ce qui est devenu un argument commercial reste avant tout un indice déconnecté de la réalité. Son intérêt pour le client a augmenté à mesure que son taux de fiabilité baissait. D'où l'importance de se tourner une bonne fois pour toutes sur l'explication derrière ces initiales visibles partout dans l'industrie, dans les publicités comme sur les brochures.

Le cycle WLTP et la voiture électrique

Le Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedures est, comme son nom l'indique en anglais, une procédure de test mondiale et harmonisée pour véhicules légers. Autoproclamée de couverture « mondiale », elle est avant tout mise en place et adoptée en Europe. Son entrée en application remonte à septembre 2017, puis pour tout véhicule neuf en septembre 2018 en remplacement de la norme NEDC vieille de plus de 50 ans (et une dernière fois mise à jour en 1996).

« Le WLTP est le nom usuel que l'on donne au règlement 2017-1151 qui régit toutes les conditions d'essais pour les véhicules légers, qu'ils soient électriques, hybrides ou thermiques. Il vient définir toutes les conditions d'essai ainsi que le cycle à jouer pour pouvoir avoir une procédure qui est harmonisée au niveau du modèle et européen, pour que chacun puisse tester son spécimen et qu'on puisse obtenir des mesures qui soient comparables », le définissait de son côté Maxime Chambereaud, responsable d'un centre d'essai d'Emitech à Osny (Val-d'Oise).

VOITURE D'OCCASION

Quels modèles récents sont à éviter ?



Certains véhicules récents en occasion peuvent avoir des tarifs assez élevés. Il est donc important de connaître les modèles à éviter. Le marché de l'occasion est un marché prisé par de nombreux automobilistes. Malgré tout, c'est aussi l'endroit des arnaques et autres déconvenues dès que l'on ne fait pas attention. Voici ainsi les modèles récents à éviter en occasion, au risque de subir une grosse décote au moment de la revente.

Les berlines, les breaks et les monospaces en difficulté

On commence par un segment qui a fait les beaux jours de l'automobile. Les berlines, breaks et monospaces n'ont pas un bel avenir devant eux. En effet, les SUV ont pris le pas pour devenir les N°1. Par conséquent la demande pour les berlines, breaks et monospaces est de plus en plus faible. À la vue de la situation actuelle pour ce segment, les tarifs vont ainsi drastiquement baisser. Il n'est donc pas recommandé d'acheter ces modèles en occasion, au risque de le vendre plus tard pour pas grand-chose.

Éviter les boîtes manuelles

Ce n'est plus un secret : les boîtes automatiques gagnent en popularité depuis des années. Si les boîtes manuelles représentaient 95% des ventes, ce temps est désormais révolu.

Le constat sera le même que pour les berlines. On va ainsi se retrouver avec un marché de l'occasion avec une forte offre mais une demande de plus en plus faible.

Les prix vont ainsi baisser et si vous investissez maintenant, vous devrez vendre votre véhicule à des prix très bas dans quelques temps.

Les modèles en fin de carrière sont à fuir

Un modèle a une durée de vie entre 5 et 8 ans en moyenne, avant d'être remplacé par un autre véhicule. Evidemment lorsque l'on possède un modèle en fin de carrière, il est vite démodé et l'absence d'équipements ou de technologies à bord fait plonger le prix.

Évitez donc d'investir une trop grosse somme d'argent pour une voiture qui se retrouve en fin de carrière.

Les petits diesels n'ont plus la côte

Les diesels étaient longtemps favorisés par l'ancien système de bonus/malus. Ce temps est désormais derrière nous et ces véhicules n'attirent plus grand monde. Certaines citadines diesels sont à 1 000 € en dessous de leurs homologues essence sur le marché de l'occasion.

Les voitures plug-in hybrides neuves les plus vendues en France en 2023

Quels modèles neufs de voiture hybride rechargeable se vendent le plus en France ? Retrouvez en images et chiffres le top des véhicules particuliers plug-in hybrides écoulés sur le marché en 2023. En juillet 2023, les véhicules électriques et hybrides rechargeables ont dépassé les 20 % de parts de marché, portant à près de 21 % la part des modèles électrifiés rechargeables depuis le début de l'année. Au total, 32 208 véhicules ont été mis à la route en juillet 2023. Sur les sept premiers mois de l'année, 262 951 véhicules électriques et hybrides rechargeables ont été mis à la route, soit une progression de 43,1 % sur l'année passée.

« Au global, depuis janvier 2023, le marché VP + VU, toutes énergies confondues, est en hausse de près de 14 %, bien aidé par la location (49 % des modèles immatriculés sur la période ayant été « pris » en location) », analyse Clément Molizon, Délégué Général de l'Avère-France. « Après le pic de fin juin, le marché automobile français confirme en juillet sa croissance par rapport à 2022, mais aussi par rapport à 2021. A noter, la part des professionnels (notamment administrations et entreprises non automobiles) supérieure à d'habitude. » « Un constat qui s'observe également pour les voitures électriques particulières : plus de 46 % des acquéreurs étaient, en

juillet, des personnes morales contre environ 40 habituellement, ce qui est un bon signe pour l'alimentation du futur marché VO du véhicule électrique. « Autre constat : si les véhicules électriques sont particulièrement impactés par les « phénomènes de fin de trimestre, leurs immatriculations progressent chaque année. Entre janvier et juillet 2023, la part de marché des modèles 100 % électriques est de 15 % (V.S. 13 % sur les 12 mois de 2022), et celle des hybrides rechargeables de 9 % (V.S. 8 % sur les 12 mois de 2022). » « Cette progression sera à regarder avec attention dans la deuxième partie de l'année alors que les professionnels alertent

sur la baisse du portefeuille global des commandes. »

VOITURES HYBRIDES RECHARGEABLES : TOP DES VENTES EN 2023

Au cumul des données mensuelles fournies par l'Avère-France, l'Auto-Journal a compilé ci-dessous les chiffres à l'année pour les meilleures vendeuses hybrides rechargeables en France (dernière mise à jour : août 2023).

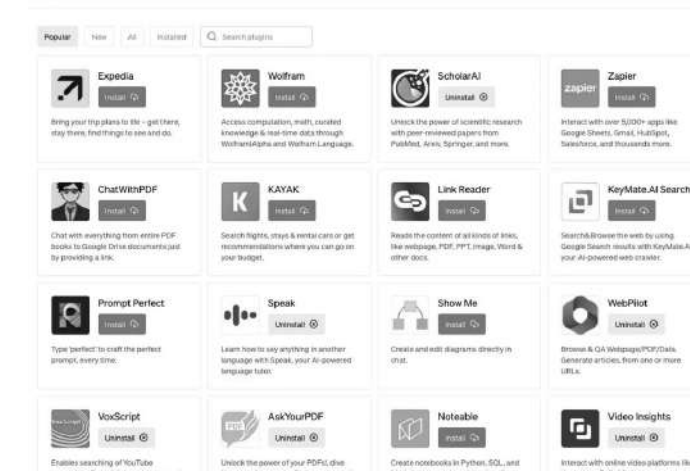
Citroën C5 Aircross : 4 472 immatriculations
Peugeot 3008 : 4 535 immatriculations
DS DS7 : 4 020 immatriculations

PLUGINS CHATGPT

Voici comment booster l'IA avec plus de 800 extensions

ChatGPT est un outil incroyablement puissant, mais il a des limites. Pour décupler le pouvoir de l'IA, et accéder à des fonctionnalités insoupçonnées, OpenAI propose d'installer des plugins. Ces extensions développées par des acteurs tiers transforment complètement le chatbot. On fait le point sur leur fonctionnement, les meilleures solutions pour tout savoir avant de s'en servir.

OpenAI a apporté une pléthore d'améliorations à ChatGPT au cours des derniers mois. Parmi les nouveautés les plus remarquées, on trouve les fameux plugins. Ces extensions permettent d'ajouter des fonctionnalités à l'agent conversationnel et de passer outre certaines de ses limitations. Dans certains cas, un plugin permet de mieux cadrer les réponses de l'IA en l'obligeant à se cantonner à une base de données plus précise. C'est le cas des extensions d'Expedia ou de Kayak. Les plugins sont en effet proposés par des entreprises tierces, qui connectent leurs propres services à ChatGPT. Sans plugin, l'IA doit se contenter de piocher dans une base de données limitées à 2021. De facto, le chatbot ne peut pas vous fournir d'informations en temps réel. Pour le moment, les plugins sont réservés aux abonnés à ChatGPT Plus, l'offre payante qui donne accès à GPT-4 et à des fonctionnalités en avant-première. Si vous utilisez uniquement la version gratuite, cantonnée à la version antérieure GPT-3.5, vous n'aurez pas le droit de profiter des plu-



gins. Notez aussi que l'application mobile de ChatGPT ne permet pas d'utiliser des extensions. Vous devez absolument passer par le site web d'OpenAI.

Comment utiliser les plugins sur ChatGPT ?

Tous les plugins proposés par des développeurs tiers, ou directement par OpenAI, peuvent être retrouvés dans le Plugin Store, une boutique analogue à l'App Store d'Apple ou le Play Store de Google. Pour télécharger des plugins, il suffit de suivre la manipulation ci-dessous :

- Rendez-vous dans Settings & beta
- Allez dans Beta Features
- Activez l'option Plugins
- Lancez une nouvelle conversation
- Sélectionnez le modèle GPT-4
- Un menu déroulant s'affiche
- Cliquez sur Plugins (beta)
- Un second menu apparaît
- Appuyez sur Plugin store
- Choisissez maintenant le plugin que vous souhaitez tester
- Cliquez sur le bouton Install pour ajouter le plugin à ChatGPT
- À l'heure où cet article est écrit, ChatGPT embarque plus de 800 plugins différents. Dans le menu de navigation, vous pouvez accéder aux plugins

par ordre alphabétique, ou découvrir en priorité les nouveautés. Une catégorie dresse aussi la liste de toutes les extensions que vous avez déjà installées sur votre interface. Notez qu'un plugin phare a été retiré de l'interface au cours des dernières semaines. Il s'agit du plugin destiné à Microsoft Bing. Celui-ci permet à ChatGPT de se connecter au moteur de recherche pour réaliser des recherches en ligne. OpenAI a préféré supprimer le plugin quand des utilisateurs se sont rendu compte que Bing permettait d'accéder gratuitement à des articles payants. Il arrive d'ailleurs souvent que des plugins disparaissent du store. De facto, certaines des solutions mentionnées dans cet article peuvent avoir été effacées. Une fois que vous avez installé le plugin qu'il vous faut, vous devrez le sélectionner dans le menu déroulant. Attention, OpenAI limite le nombre de plugins activés simultanément à seulement trois. Si vous installez une kyrielle d'outils via la boutique, vous devrez constamment activer/ désactiver les plugins dans le menu déroulant.

IA GÉNÉRATIVE
La Chine instaure de nouvelles réglementations

Pékin a lancé cette semaine 24 nouvelles règles visant à encadrer les contenus générés par l'IA générative. L'objectif est d'insuffler une éthique dans ce type d'IA et de garantir la sécurité du grand public qui a accès à ces contenus. Les récentes mesures sont toutefois plus souples que celles initialement prévues afin de ne pas décourager l'innovation des entreprises chinoises. 24 nouvelles règles pour encadrer les logiciels d'IA générative en Chine. C'est ce qu'a lancé cette semaine la première puissance asiatique. L'objectif est de réglementer les services destinés au grand public tout en permettant aux entreprises chinoises de concevoir des services compétitifs. Ces dernières essaient de concevoir des services d'intelligence artificielle aussi performants que le logiciel ChatGPT (actuellement inutilisable en Chine) lancé par l'américain OpenAI. En parallèle, l'IA générative suscite une inquiétude croissante à travers le monde, car cette technologie peut être utilisée à des fins malveillantes. C'est le cas des vidéos « deepfake » par exemple, qui font dire à des personnes des choses qu'elles n'ont pas dites. D'où la nécessité, selon la Chine, de la réglementer. Les 24 nouvelles règles chinoises semblent avoir été édulcorées par rapport à un projet de réglementation, plus strict, publié en début d'année, affirment des experts.

Des mesures éthiques

Ces règles indiquent que l'IA générative doit « adhérer aux valeurs fondamentales du socialisme », ne pas menacer la sécurité nationale ou promouvoir le terrorisme, la violence ou la « haine raciale ». Les fournisseurs de services doivent présenter les contenus générés par intelligence artificielle comme tels et prévenir toute discrimination basée sur le sexe, l'âge et le groupe ethnique lors de la conception des algorithmes. Leurs logiciels ne doivent pas créer de contenu contenant des « informations fausses et nuisibles ». Quant aux données utilisées pour l'entraînement des logiciels d'IA, elles doivent être obtenues légalement et ne pas porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui.

Garantir la sécurité du grand public

Le but de ces nouvelles règles est de protéger les utilisateurs de l'IA générative. Les entreprises qui conçoivent des logiciels d'IA générative accessibles au grand public doivent « prendre des mesures efficaces pour empêcher les utilisateurs mineurs de dépendre de façon excessive » de ces services ou « d'en devenir dépendants », selon les règles publiées en juillet par l'organisme chinois chargé de la régulation de l'internet. Ces sociétés doivent également supprimer rapidement tout contenu illégal et permettre aux utilisateurs de signaler les contenus inappropriés.

Apple Vision Pro
Un élément clé de la fiche technique a été divulgué

Apple n'a pas encore tout dit sur le Vision Pro. Deux mois après l'annonce, un développeur a pu mettre la main sur un élément charnière de la fiche technique. Fidèle à ses habitudes, Apple n'a pas révélé l'intégralité de la fiche technique du Vision Pro, son casque de réalité mixte, lors de la présentation à la WWDC 2023. Le géant de Cupertino a esquissé le hardware de l'ordinateur spatial dans les grandes lignes, en se focalisant sur les écrans et leurs fonctionnalités. Apple a simplement confirmé la présence d'une puce M2 et garantit deux heures d'autonomie grâce à la batterie. Dans les semaines ayant suivi l'annonce, le SDK (kit de développement) de VisionOS, le système d'exploitation du casque, a révélé une partie des omissions d'Apple. Nous avons notamment appris que le Vision Pro disposera d'une fonctionnalité de « Recherche visuelle » similaire à celle de l'iPhone, dispose d'une limite de vitesse, d'un mode voyage et d'un pointeur.

Quelle est la capacité de stockage interne du Vision Pro ?

Plus récemment, nos confrères d'iPhoneSoft ont levé le voile sur un point clé de la fiche technique de la machine : la quantité de stockage interne. Le média spécialisé affirme avoir conversé avec un développeur qui a pu tester le Vision Pro et certaines applications. La source s'est vraisemblablement inscrite aux labos de test du casque. Apple organise en effet des ateliers dédiés, où il est possible de tester l'accessoire, à Cupertino, Londres, Munich, Shanghai, Singapour et Tokyo. En se rendant dans l'application réglages de l'engin, le développeur, resté anonyme, a découvert que le Vision Pro embarque 1 To de stockage interne. Un autre casque, accessible au développeur, était aussi équipé d'un 1 To. Ce n'est pas surprenant pour une innovation qui se présente comme une alternative futuriste au traditionnel ordinateur. À titre de com-

paraison, Apple propose entre 256 Go et 8 To sur ses MacBook.

Plusieurs options en vue ?

Notez qu'il est possible qu'Apple commercialise plusieurs variantes du Vision Pro, avec différentes options de stockage. Comme le souligne 9to5Mac, qui relaie la découverte d'iPhoneSoft, la marque pourrait proposer un casque avec 256 Go de mémoire au prix de départ de 3499 dollars, et une version avec 1 To, voire 2 To, à des prix plus élevés pour les utilisateurs plus gourmands. Pour mémoire, le Vision Pro arrivera sur le marché américain début de l'année prochaine. Quelques mois plus tard, le casque devrait débarquer au Royaume-Uni et au Canada, selon Mark Gurman, informateur et journaliste chez Bloomberg. En France, il faudra patienter jusqu'en 2025.

[illegible]

Le régulateur de la concurrence donne son accord

Ce lundi 21 août, la CMA, régulateur de la concurrence britannique a autorisé de manière définitive la mégafusion entre l'entreprise américaine de logiciels et d'informatique à distance VMware et son compatriote, le fabricant de semi-conducteurs Broadcom. Cette opération de rachat, dont le montant s'élève à 61 milliards de dollars, avait fait l'objet d'une enquête de la CMA ainsi que de la Commission européenne. Feu vert pour la mégafusion. Ce lundi 21 août, la CMA (Competition and Markets authority) a donné son accord pour l'opération de rachat de l'entreprise américaine de logiciels et d'informatique à distance VMware par son compatriote, le fabricant de semi-conducteurs Broadcom. Le montant de cette opération s'élève à 61 milliards de dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 22 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALLEMAGNE

La Banque centrale n'entrevoit pas de rebond économique cet été

L'économie allemande devrait stagner au troisième trimestre 2023 et ainsi prolonger le marasme qui la frappe depuis un an, avec une apathie de son industrie, a indiqué lundi la banque centrale d'Allemagne. Le PIB de la première économie européenne «restera probablement à nouveau largement inchangé» de juillet à septembre, par rapport au trimestre précédent, prévoit la Bundesbank dans son bulletin économique mensuel.

Cela devrait prolonger la stagnation de la croissance (0%) observée d'avril à juin, selon des données provisoires, corrigées des variations de saison et de calendrier (CVS), publiées fin juillet par l'Office statistique Destatis. Le chiffre définitif de la croissance au second trimestre sera dévoilé vendredi. Auparavant l'Allemagne a connu deux trimestres d'affilée de recul au tournant de 2023, de 0,4% et 0,1%. Le pays est désormais perçu comme le «boulet» de l'économie de la zone euro.

Comme lors des trimestres précédents, la production industrielle devrait être restée «probablement faible» lors des mois d'été car «la demande étrangère reste orientée à la baisse», pénalisant les exportations, jadis fer de lance de la croissance, selon la Bundesbank. Cette faiblesse va perdurer malgré la diminution continue des goulots d'étranglement dans les approvisionnements, qui permet d'honorer plus vite les carnets de commandes.

MOURABAHA-MOTO

La BDL lance le financement de l'achat d'une moto

La Banque de Développement Local (BDL) lance une opportunité de financement exclusive qui permet aux individus de posséder leur propre moto sur une période de 36 mois.

Le concept de financement proposé, connu sous le nom de « Mourabaha – MOTO », offre une solution pratique pour acquérir un cycle ou un tricycle à moteur neuf, fabriqué ou assemblé en Algérie. Le processus est simple : la banque achète le véhicule et le revend ensuite au client à un prix comprenant le coût d'achat initial ainsi qu'une marge de profit préalablement convenue entre la BDL et le client. Cette offre est accessible à différentes catégories de personnes :

Toute personne physique âgée de 19 à 65 ans.

Les citoyens algériens ayant un revenu égal ou supérieur à une fois et demi (1,5) le Salaire Minimum National Garanti (SMNG).

Les individus en emploi sous un contrat à durée indéterminée (CDI) et ayant une expérience confirmée dans leur poste.

TOURISME SAHARIEN

Djanet attire de plus en plus de touristes étrangers



Djanet, oasis située au cœur du Sahara algérien, devient une destination de choix pour les touristes étrangers en quête de tranquillité et de découvertes exceptionnelles au sein d'un paysage désertique unique au monde.

Depuis la mise en place en 2021 d'un système de visas obtenus à l'arrivée, plus de 4 000 voyageurs étrangers, selon les chiffres rapportés par les médias et repris par l'AFP, ont découvert Djanet, nichée à 2 300 km au sud-est d'Alger, ainsi que ses environs, dont le Tassili n'Ajjer, un site enchanteur classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le parc national du Tassili

n'Ajjer se caractérise par son paysage lunaire, orné de « forêts de rochers » en grès érodé, formant des structures géologiques aux teintes oscillant entre l'orange et le noir, un spectacle qui ravit les photographes au coucher du soleil.

Le Tassili n'Ajjer, un vaste plateau de plus de 70 000 km², abrite l'un des ensembles les plus importants d'art rupestre préhistorique au monde, avec plus de 15 000 dessins et gravures, selon l'UNESCO. Ces peintures retracent les changements climatiques depuis 6 000 ans avant Jésus-Christ jusqu'aux premiers siècles de l'ère chrétienne ainsi que les migrations de la faune et l'évolution de la vie humaine

aux confins du Sahara. En 2021, alors que l'industrie touristique mondiale était fortement touchée par la pandémie de Covid-19, les autorités algériennes ont encouragé le tourisme saharien en permettant aux visiteurs étrangers d'obtenir leur visa à leur arrivée dans le sud du pays et en ouvrant une liaison aérienne directe entre Paris et Djanet. En 2022, plus de 2 900 étrangers de 35 nationalités différentes, principalement des Occidentaux, ont séjourné à Djanet, par rapport à 1 200 la première année de cette simplification des formalités de visa. À ces visiteurs étrangers, il faut ajouter 17 000 Algériens qui ont également suc-

combé au charme de cette oasis du désert. À Djanet, les options de circuits touristiques sont diverses et nombreuses, comme l'explique un guide local, organisateur d'excursions autour de l'oasis. Le Tassili n'Ajjer a reçu la reconnaissance mondiale en 1982 en étant classé site du patrimoine culturel et naturel mondial. En 1986, l'UNESCO a également ajouté le Tassili n'Ajjer à sa liste des réserves de biosphère. Cette oasis du Sahara algérien continue de fasciner et d'attirer les visiteurs du monde entier en quête d'expériences uniques et de la beauté incontestée du désert.

Agence

LUTTE DES PEUPLES PALESTINIEN ET SAHRAOUI

L'Afrique du Sud réaffirme son soutien

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a réaffirmé, dimanche, le soutien de son pays à la lutte des peuples palestinien et sahraoui, mettant l'accent sur le nécessaire respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de tous les pays et peuples. Dans une allocution sur la politique extérieure de son pays, prononcée à la veille de la tenue du 15e Sommet des Brics à Johannesburg, prévu du 22 au 24 août, le Président Ramaphosa a affirmé que « l'Afrique du Sud, qui est membre du Mouvement des non-alignés, soutient activement les luttes des opprimés à travers le monde ». « Nous avons toujours estimé que la liberté que nous avons arrachée et la solidarité dont nous avons bénéficié nous obligent à soutenir les luttes de ceux qui sont encore sous le joug colonial. C'est

pourquoi nous continuerons à soutenir les luttes des peuples palestinien et sahraoui », a-t-il soutenu, soulignant l'attachement de son pays à la Charte des Nations Unies, notamment au principe selon lequel tous les membres doivent régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques. Concernant les Brics, le président sud-africain a dit que « les membres du groupe plaident en faveur d'un monde plus équitable et plus équilibré, régi par un système inclusif de gouvernance mondiale », faisant observer que son pays avait toujours défendu les intérêts de l'Afrique au sein des Brics. Le Président Ramaphosa a indiqué que son pays soutenait l'élargissement de la composition des Brics à des pays qui « partagent le désir commun d'avoir un ordre mondial plus équilibré », sachant

que plus de 20 pays ont demandé officiellement leur adhésion. Face aux défis actuels à l'échelle planétaire, l'Afrique du Sud tient à ce que l'ONU, une fois réformée, soit au centre des affaires mondiales, a souligné le président sud-africain. « Si nous continuons à soutenir l'ONU, nous demeurons convaincus que cette institution multilatérale a besoin d'une véritable réforme pour qu'elle soit plus démocratique et plus représentative ». Il a préconisé, en outre, de « transformer le Conseil de sécurité de l'ONU en une instance plus inclusive et plus efficace, capable de garantir la paix et la sécurité », affirmant sa ferme conviction que « le dialogue, la médiation et la diplomatie demeurent la seule voie qui permette de mettre fin au conflit actuel et de réaliser une paix durable ».